



**RADIO
DIASPORA
TUNISIA**



**DR. TAWFIK
JELASSI, LA
DIPLOMATIE À
L'ÈRE DU DIGITAL
EXPONENTIEL**

A LA UNE

Tunisie : L'urgence d'un sursaut stratégique

START- UP

Comment Juridoc facilite-t-il l'accès aux textes juridiques en Tunisie et à l'international ?

CULTURE

Exposition DACCOURDOU au Musée du Bardo : un hommage photographique à la présence italienne en Tunisie



AVIS
DE VENTE

Appel d'offres

Vente de treize (13) lots de terrain aux Berges du Lac

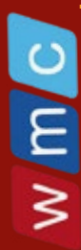
Date limite de réception des
offres

Jeudi 15 mai 2025 à 12H30



 00 216 71 861 800

 www.albuhairainvest.com



LE MAG

WEBMANAGERCENTER.COM - HEBDO N° 233 DU 01 MAI 2025 - 4,90 DINARS

WMC Editions Numériques

Société editrice : IMG sa

ADRESSE

Rue Lac Victoria-
Rés.Flamingo les Berges du
Lac - Tunis

Tél. : (+216) 71 962 775

(+216) 71 962 617

(+216) 21 18 18 18

Fax : (+216) 71 962 429

Email : img@planet.tn

webmanagercenter.com

DIRECTEUR PUBLICATION

Hechmi AMMAR

RÉDACTEURS EN CHEF

Amel BelHadj Ali

Talal Bahoury

REDACTION

Ali DRISS

Khmaies KRIMI

Hajer KRIMI

Sarra BOUDALI

PHOTOS

Anis MILII

INFOGRAPHIE

Hela AMMAR

DIRECTION COMMERCIALE

Meryem BEN NASR

ADMINISTRATION

Raja Bsaies

Walid Zanouni

FINANCE

Mohamed El Ayed

Prix : 4,90 Dinars

Abonnement annuel : 200 DT

01

A LA UNE

Balance alimentaire : un excédent en chute libre, un signal d'alerte pour l'économie tunisienne

JICA, en Tunisie : Un demi-siècle de coopération et d'amitié

02

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Tawfik Jelassi : L'IA, la désinformation et l'éthique numérique, un défi mondial

Académie diplomatique de Tunis : L'IA au cœur de la durabilité et contre le changement climatique

03

START-UP

Kais Assali, cofondateur de Juridoc.Tn : Comment Juridoc facilite-t-il l'accès aux textes juridiques en Tunisie et à l'international ?

04

RADIO DIASPORA

Radio Diaspora Tunisie : Dr. Tawfik Jelassi, la Diplomatie à l'Ere du Digital Exponentiel

05

PORTRAIT

Mohamed Habibi : Cours universitaire, Faut-il abandonner le modèle éducatif centré sur le score au profit de la motivation ?

06

CULTURE

Exposition DACCOURDOU au Musée du Bardo: un hommage photographique à la présence italienne en Tunisie

Patrimoine vivant : les Twayef de Ghbonten et le rituel du henné à l'honneur à Ksar Saïd



Réinventons la banque ensemble !

1^{ère} Banque en ligne en Tunisie

OUVERTURE DE COMPTE



100% EN LIGNE



بنك تونس و الإمارات
Banque de Tunisie et des Emirats



Tunisie |

L'urgence d'un sursaut stratégique



Il y a des chiffres qui parlent plus fort que les discours. Celui de l'excédent alimentaire tunisien en est un. En un an, il a fondu de moitié. D'un peu plus d'un milliard de dinars début 2024 à seulement 614 millions ce trimestre. Cette chute brutale est un signal d'alerte. Car derrière ces statistiques, c'est tout un modèle économique, agricole, commercial – et même politique – qui vacille.

Pendant longtemps, la Tunisie a cru pouvoir s'appuyer sur ses filières agricoles phares, notamment l'huile d'olive, pour amortir les chocs externes. Mais quand les cours internationaux s'effondrent de plus de 50 %, que les scandales de gouvernance

entachent notre crédibilité à l'export, et que nos volumes de vente chutent drastiquement, la réalité s'impose : la rente agricole a ses limites.

Ce n'est pas la seule ombre au tableau. Le rapport de printemps du FMI nous rappelle, si besoin était, que notre croissance stagne à 1,4 % pour la deuxième année consécutive. Que l'inflation, bien que ralentie, reste structurellement élevée. Que notre balance commerciale se creuse, alourdie par une dépendance persistante aux importations énergétiques et de matières premières.

Mais ce contexte morose n'est pas une fatalité. Des initiatives

récentes montrent que des voies de transformation sont possibles, et qu'elles passent par l'investissement dans la connaissance, l'innovation et la transparence. L'exemple de Juridoc en matière d'accès au droit, ou encore l'atelier stratégique sur l'IA organisé à l'Académie diplomatique de Tunis, démontrent qu'en croisant savoirs locaux et expertises internationales, il est possible de bâtir des solutions concrètes et inclusives.

Plus que jamais, il faut repenser notre rapport à l'économie, à l'agriculture, à l'énergie, à l'éducation, au numérique. Revaloriser nos filières locales, encourager l'investissement intelligent, bâtir des ponts entre science et politique, entre citoyens et institutions.

Ceux qui innovent, qui s'engagent, qui dénoncent aussi – comme l'a fait Semia Gharbi face au trafic international de déchets – nous montrent la voie d'une Tunisie debout, lucide et combative.

En 2025, l'enjeu n'est plus seulement de survivre aux crises. Il est de construire un futur viable. Cela suppose un choix collectif : celui du courage politique, de la coopération active et de la confiance retrouvée.

Kia EV6. 100% électrique.



Movement that inspires

CITY CARS S.A/ CONCESSIONNAIRE Kia / 31, Rue des Usines ZI la Goulette-Kram/Tél : (216) 36 406 200.

Rejoignez nous sur nos pages :



Balance alimentaire |

Un excédent en chute libre, un signal d'alerte pour l'économie tunisienne



L'Observatoire national de l'agriculture (ONAGRI) a révélé dans sa dernière publication une baisse significative de l'excédent de la balance commerciale alimentaire au premier trimestre 2025.

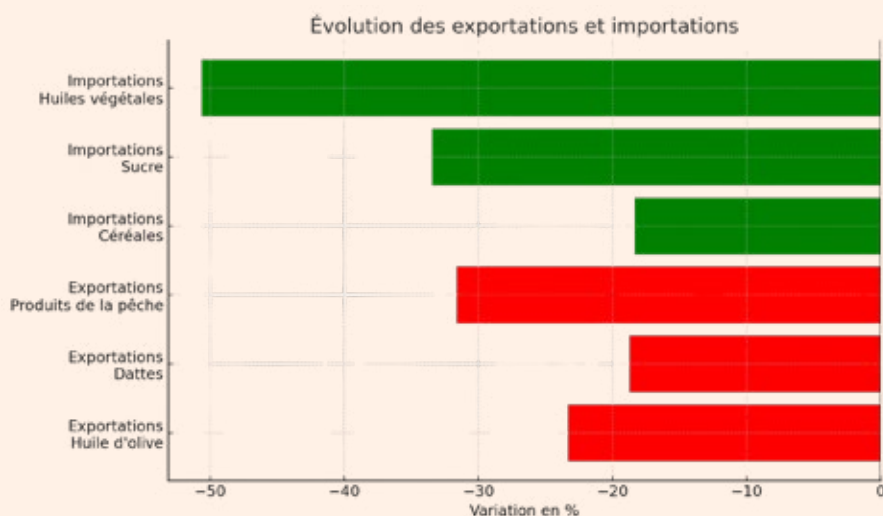
Celui-ci s'établit à 614,8 millions de dinars, contre 1,115 milliard de dinars à la même période en 2024. Le taux de couverture des importations par les exportations chute ainsi à 134,7 %, contre 161,6 % un an plus tôt. Sans sombrer dans l'alarmisme, les chiffres parlent d'eux-mêmes : la dynamique excédentaire s'essouffle.

En 2024, l'huile d'olive à elle seule avait rapporté près d'un milliard de dinars. En 2025, la donne a changé. L'ONAGRI précise que les exportations alimentaires ont reculé de 18,4 %, quand les importations n'ont baissé que de 2,1 %. Une désynchronisation qui pourrait s'expliquer par la forte chute des exportations d'huile d'olive (-23,3 %), de dattes (-18,7 %) et de produits de la pêche (-31,6 %). Et ce, malgré un recul notable des importations de céréales (-18,3 %), de sucre (-33,4 %) et d'huiles végétales (-50,6 %).

Le principal facteur de ce déséquilibre ? La dégringolade du prix de l'huile d'olive, dont le cours moyen à l'export a chuté de 54,5 %, passant à 12,52 DT/kg. À l'échelle nationale, le litre s'échange aujourd'hui autour de 12,500 DT, contre 27 DT l'an dernier. À cette crise des prix s'ajoute un scandale judiciaire qui a éclaboussé un des principaux exportateurs d'huile d'olive labellisée. Une affaire qui, au-delà des frontières, a réjoui certains concurrents européens, en prime les Italiens, ravis de reprendre des parts de marché perdus parce que la qualité de l'huile d'olive tunisienne labellisée est l'une des meilleures au monde.



« L'excédent alimentaire ne suffit plus à masquer la fragilité de notre modèle agricole. Ce que nous exportons aujourd'hui ne compense plus ce que nous importons demain. »



eux seuls plus de 50 % des importations, où les exportations globales ont reculé de 4,4 %, les exportations alimentaires, bien qu'elles représentent 15,6 % des ventes totales, ne suffisent plus à rééquilibrer la balance.

L'excédent de la balance commerciale alimentaire a certes permis d'amortir partiellement la dégradation du solde global – à hauteur de 24,7 % selon l'ONAGRI, mais cela ne saurait masquer une tendance de fond inquiétante : une dépendance accrue aux aléas des marchés internationaux, combinée à une fragilité structurelle de nos filières agricoles.

Quelles conséquences pour le marché intérieur ?

Si la baisse des importations peut être perçue comme une bonne nouvelle pour la balance commerciale, elle soulève une question cruciale : le marché local tiendra-t-il le choc ?

Certains produits essentiels enregistrent des baisses inquiétantes en volume importé. L'orge, par exemple, a vu ses importations chuter de 55,7 %, passant de 268 700 tonnes au 1er Trimestre 2024 à 119 000 tonnes cette année. Le maïs suit la même tendance avec une baisse de 1,3 % sachant que ces produits sont importants pour les fourrages et peuvent impacter les filières avicoles ou bovines provoquant l'augmentation des prix s'ils ne sont pas en quantités suffisantes sur le marché. Les huiles végétales, pourtant indispensables à de nombreux

produits transformés, ont été réduites de plus de moitié (31700 tonnes contre 76400 tonnes en 2024).

Et maintenant ?

Dans un contexte économique où la balance commerciale globale se dégrade grimpant de 66,8 % au premier trimestre 2025, atteignant -5 050,5 MD, contre -3 027,4 MD un an plus tôt. Dans un contexte où les importations totales ont augmenté de 5,5 %, dominées par les produits énergétiques et les matières premières qui représentent à



« En quelques mois, l'huile d'olive tunisienne est passée de fleuron exporté à prix d'or à produit dévalorisé sur le marché international. Ce revers n'est pas conjoncturel, il est structurel. »



«Pour garantir notre souveraineté alimentaire et notre stabilité économique, il faut investir dans l'innovation agricole, la gouvernance des filières et la confiance avec les producteurs.»

Il est urgent de repenser les politiques agricoles et commerciales, revaloriser les filières locales, diversifier les

débouchés à l'export, renforcer la transparence et la gouvernance des circuits de distribution, rétablir la confiance avec les agriculteurs et les industriels dans l'agroalimentaires, améliorer le climat d'affaires et rassurer les opérateurs loin de la chasse aux sorcières et d'une ineptie devenue aujourd'hui la règle : "Coupable dans l'attente des preuves de l'innocence".

Serait-ce possible dans la Tunisie d'aujourd'hui ?

Tous les espoirs sont permis

Amel Belhadj Ali

en bref

Baisse inquiétante de l'excédent alimentaire en Tunisie (T1 2025)

- **Excédent alimentaire en chute** : 614,8 MD contre 1,115 milliard au T1 2024.
- **Recul des exportations** : -18,4 %, surtout huile d'olive (-23,3 %) et produits de la pêche (-31,6 %).
- **Prix moyen de l'huile d'olive** à l'export divisé par deux : 12,52 DT/kg.
- **Importations d'orge** -55,7 %, huiles végétales -50,6 %.
- «Ce que nous exportons aujourd'hui ne compense plus ce que nous importons demain.»
- *Risques pour le marché intérieur et appel à repenser la stratégie agricole nationale.*

Devises

Les avoirs nets en devises ont régressé de 5,3%, pour se situer au niveau de 22,1 milliards de dinars (soit 97 jours d'importation), à la date du 23 avril 2025, contre environ 23,4 milliards de dinars (107 jours d'importation), une année auparavant, d'après les indicateurs monétaires et financiers, publiés mercredi, par la Banque Centrale de Tunisie (BCT).

Pour ce qui est des revenus du travail, ils ont augmenté de 7%, passant de 2,2 milliards de dinars, le 20 avril 2024, à 2,3 milliards de dinars, actuellement.

De même, les recettes touristiques ont évolué légèrement de 5,2%, pour s'établir au niveau de 1,7 milliard de dinars, à la date du 20 avril courant.

Le cumul des revenus du travail et des recettes touristiques (soit environ 4 milliards de dinars) sont en mesure de couvrir les services de la dette extérieure, à hauteur de 62%.

Les services de la dette extérieure ont resté inchangés, par rapport à la même période de l'année dernière, au niveau de 6,5 milliards de dinars, selon la même source.

L'Institut d'Emission a fait état, aussi, d'une légère baisse du volume global de refinancement de 2%, à 13,9 milliards de dinars, depuis le début de l'année jusqu'au 23 avril 2025.

ils Ont Dit

Start-ups

Pour que la Tunisie devienne un acteur incontournable dans l'écosystème international, elle doit tirer parti des erreurs passées et des défis actuels, tout en s'appuyant sur des stratégies nationales bien définies. Sans un soutien renforcé aux start-ups locales, il existe un risque réel d'essoufflement du dynamisme entrepreneurial.



Grenade

"beaucoup plus qu'une ville dans l'histoire, Grenade est une extension vivante de la conscience arabe et islamique offrant une grande leçon de civilisation pour le système mondial contemporain dominé par les conflits et le manque de dialogue et de compréhension entre les peuples". -

Mohamed Amarti, universitaire marocain



Le Grand défi de l'innovation constitue une avancée prometteuse dans l'exploitation du pouvoir de l'IA et l'autonomisation des innovateurs dans les pays en développement.

Vérité

« Sans faits, pas de vérité ; sans vérité, pas de confiance ; sans confiance, pas de réalité partagée. » Dans un monde dominé par les algorithmes, cette trilogie est plus que jamais le socle d'un avenir numérique éthique. - Dr Tawfik Jelassi



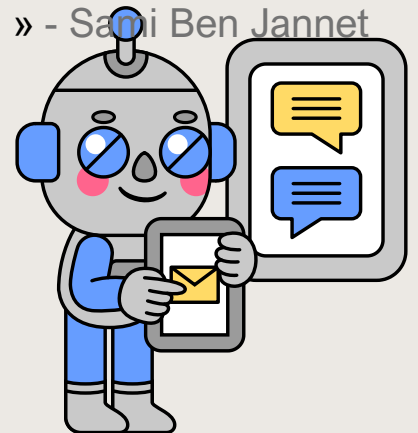
Excédent

« L'excédent alimentaire ne suffit plus à masquer la fragilité de notre modèle agricole. Ce que nous exportons aujourd'hui ne compense plus ce que nous importons demain. »

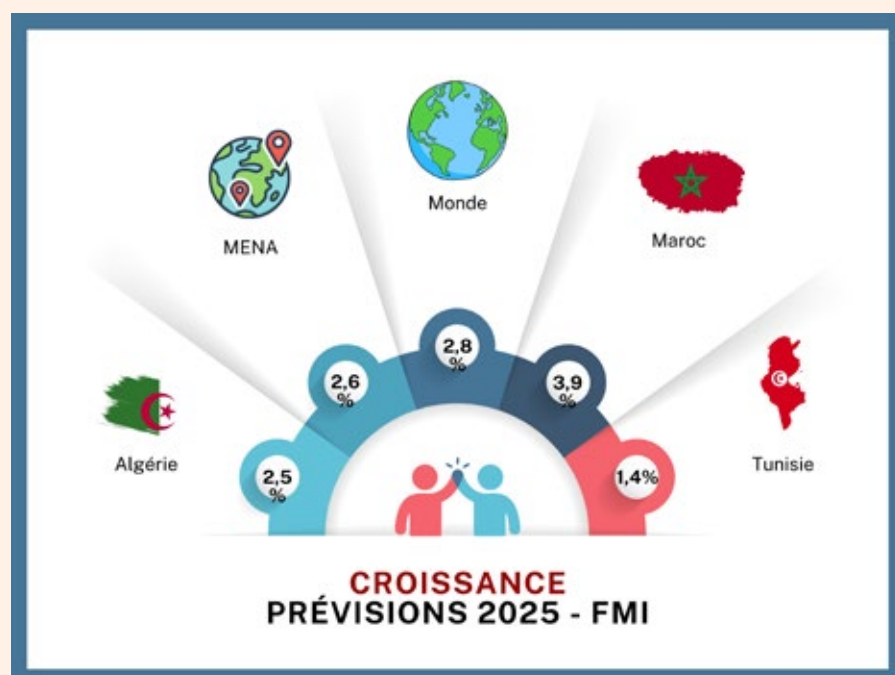


IA

« La Tunisie ne peut se permettre de manquer la révolution marquée par l'IA, qui est en train de reconfigurer en profondeur l'économie mondiale, les équilibres géopolitiques et les modes de vie des citoyens. » - Sami Ben Jannet



croissance stagnante en Tunisie, perspectives mondiales en recul



La croissance en Tunisie devrait se situer à 1,4% en 2025 et également en 2026, d'après le rapport sur les « Perspectives de l'économie mondiale, Avril 2025 » publié, hier mardi, par le Fonds monétaire international, en marge des réunions de printemps 2025 du Groupe de la Banque mondiale (GBM) et du Fonds monétaire international (FMI).

Selon le rapport intitulé « Perspectives de l'économie

mondiale, Avril 2025 : Un moment crucial dans un contexte de réorientations des politiques publiques », le taux d'inflation en Tunisie passera de 7% en 2024, à 6,1% en 2025 avant d'augmenter à 6,5% en 2026, alors que le taux de chômage n'a pas été évoqué dans le rapport en question.

Il convient de noter que l'économie tunisienne a enregistré une croissance de 1,4% au cours de l'année 2024, d'après les données de l'Institut national de la statistique (INS).

Les activités agricoles restent le moteur essentiel de la croissance. La valeur ajoutée du secteur a évolué de 12,1% en glissement annuel, au cours du quatrième trimestre de 2024, selon l'INS.

La Tunisie prend part aux réunions de printemps 2025 du Groupe de la Banque mondiale (GBM) et du Fonds monétaire international (FMI) qui se déroulent du 21 au 26 avril 2025, à Washington, a fait savoir, mardi, le ministère de l'Economie et de la Planification. La délégation officielle tunisienne est composée du ministre de l'Economie et de la planification, Samir Abdelhafidh, ainsi que du gouverneur de la Banque centrale de Tunisie (BCT), Fethi Zouhair Nouri.

1,4%

**Croissance
prévue 2025**



Phosphate

La Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG) a enregistré une augmentation de sa production de phosphate commercial au cours du premier trimestre de l'année 2025 estimée à 18 %, soit 825 mille tonnes, comparée à la même période de l'année précédente (680 mille tonnes).

Dans une déclaration à l'Agence TAP, le président-directeur général de la compagnie, Abdelkader Amaïdi a indiqué que cette évolution positive résulte principalement des opérations de maintenance ciblées effectuées au niveau des équipements de production et des laveries.

Il a précisé que la compagnie envisage, à partir de 2026, de renouveler une partie de sa flotte d'extraction grâce à un financement de 233 millions de dinars provenant de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), ce qui permettra d'augmenter sa capacité de production de 1,6 million de tonnes supplémentaires de phosphate commercial.

Le responsable a également indiqué que la compagnie prévoit, en 2025, de porter sa production annuelle de phosphate commercial à 5,3 millions de tonnes, dépassant ainsi les 3,03 millions de tonnes produites en 2024.

« La stabilité sans dynamisme est un luxe que la Tunisie ne peut plus se permettre. »

Les membres de la délégation tunisienne auront des rencontres avec des hauts responsables des institutions financières régionales et internationales ainsi qu'avec leurs homologues.

Pour région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), la croissance s'établirait à 2,6% en 2025 et 3,4% en 2026, a révélé le rapport du FMI.

En Égypte, la croissance devrait se situer à 3,8% en 2025 et 4,3% en 2026, alors qu'au Maroc, la croissance s'établirait à 3,9% en 2025 et 3,7% en 2026. L'Algérie devrait réaliser une croissance de 3,5% en 2025 et 3% en 2026.

Ralentissement de la croissance mondiale à la moyenne historique

Il convient de noter que la croissance mondiale devrait chuter à 2,8 % en 2025 et à 3 % en 2026, des chiffres qui sont très

inférieurs à la moyenne historique de 3,7 % observée entre 2000 et 2019.

Après une succession de chocs prolongés et inédits, l'économie mondiale semblait avoir retrouvé une certaine stabilité, avec des taux de croissance stables mais ternes, a rappelé le FMI.

Toutefois, la situation évolue alors que les gouvernements du monde entier redéfinissent leurs priorités et que les incertitudes atteignent de nouveaux sommets.

Les prévisions de croissance mondiale ont été sensiblement revues à la baisse par rapport à l'édition de janvier 2025 de la Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale, en raison de l'application de droits de douane qui atteignent des niveaux jamais vus depuis un siècle et du haut niveau d'incertitude du moment, a révélé la même source. Et d'ajouter que l'inflation globale au niveau mondial devrait diminuer légèrement plus lentement que prévu en janvier.

Des politiques divergentes et qui changent rapidement ou un étiolement de la confiance pourraient provoquer un

« Avec 1,4% de croissance prévue, l'heure est aux réformes courageuses, pas aux demi-mesures. »

resserrement encore plus marqué des conditions financières mondiales, a fait savoir le même document.

« **L'agriculture reste le moteur de la croissance tunisienne : un modèle durable ou un signe d'alerte ?** »

L'intensification d'une guerre commerciale et l'accentuation de l'incertitude entourant les politiques commerciales pourraient peser davantage sur les perspectives de croissance à court et à long termes, a-t-on expliqué.

Le rapport souligne qu'un recul de la coopération internationale pourrait compromettre les progrès vers une économie mondiale plus résiliente.

L'institution financière a appelé dans ce cadre les pays à œuvrer de manière constructive pour promouvoir un environnement commercial stable et prévisible et pour faciliter la coopération internationale, tout en remédiant aux lacunes de leurs politiques et à leurs déséquilibres structurels.

Cela contribuera à garantir la stabilité économique, tant sur le plan national qu'international. Pour stimuler la croissance et réduire les tensions budgétaires, les autorités pourraient mettre

en œuvre des politiques qui favorisent le vieillissement en bonne santé et augmentent le taux d'activité des seniors et des femmes, a préconisé la même source.

« **Relancer la croissance passe par un investissement massif dans les femmes et les seniors.** »



Un demi-siècle de coopération et d'amitié



À l'occasion du 50ème anniversaire de l'Agence japonaise de Coopération Internationale (JICA) en Tunisie, une brochure commémorative vient d'être publiée. Ce document retrace un demi-siècle de collaboration fructueuse, marquée par de nombreuses réalisations dans des secteurs économiques prioritaires, tels que l'eau, le développement rural, l'énergie et l'industrie.

Cette publication met en lumière les chiffres clés de cette coopération durant les 50 dernières années. Ainsi, le montant global des prêts en yen a atteint les 353.177 milliards

de yen, soit 7.318 milliards de dinars et le montant des dons et coopération technique les 38.43 milliards de yen, soit 796 millions de dinars. En outre, cette coopération s'est également appuyée sur les échanges professionnels et humains. 532 volontaires ont été envoyés, 759 experts ont été mobilisés et 1.824 cadres et étudiants tunisiens ont été formés au Japon.

En termes d'impact sur le terrain, la JICA a contribué à la construction de 134 kilomètres d'autoroutes, 790 MW de puissance électrique, représentant plus de 10% de l'électricité produite en Tunisie. Dans le secteur agricole, les

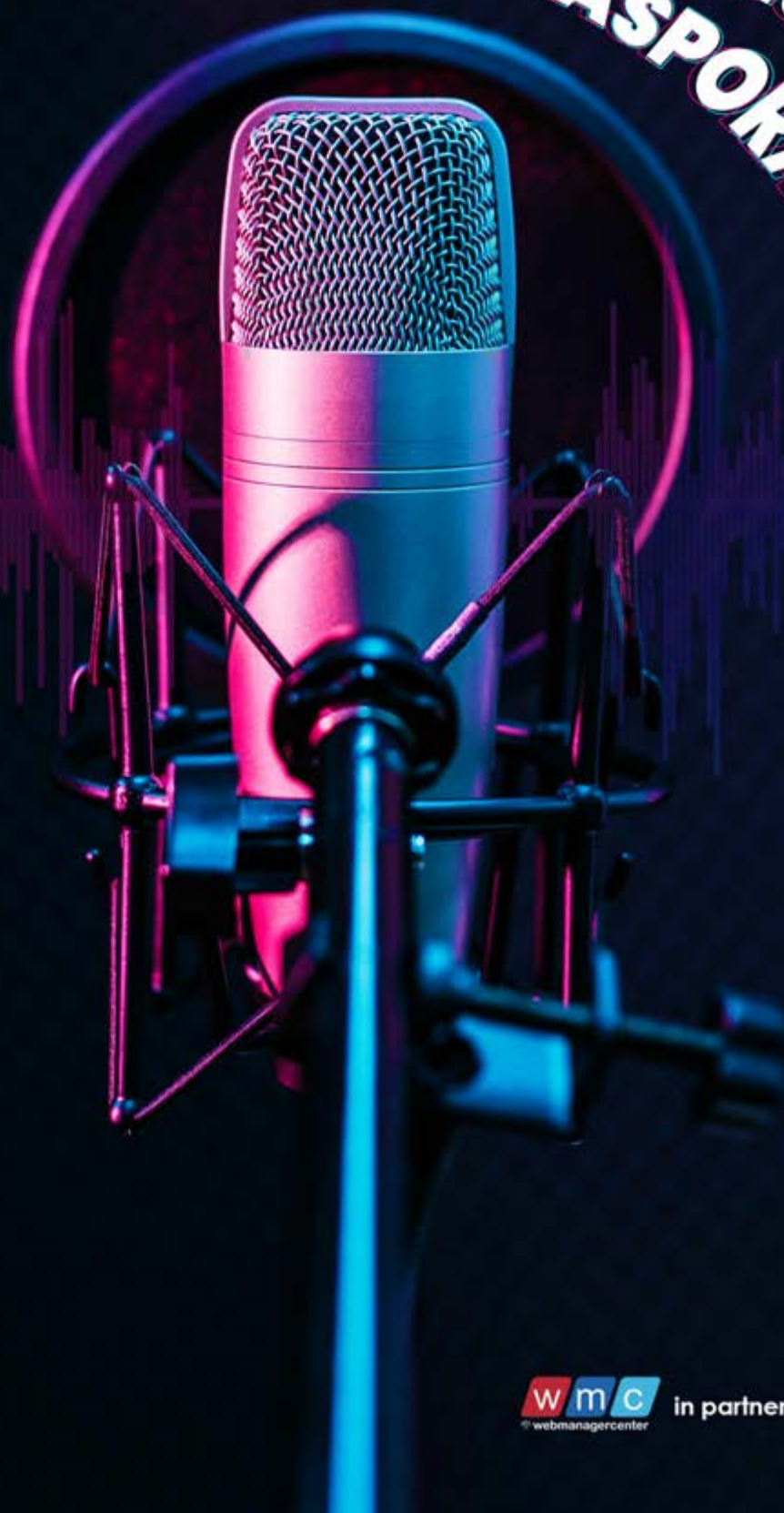
projets réalisés ont permis à plus de 10 millions de personnes d'accéder à l'eau potable. En outre, 42.000 exploitations agricoles ont pu avoir accès à l'eau d'irrigation, totalisant plus de 68.5 mille hectares de zones irriguées. Le Pont de Rades, symbole phare de la coopération Tuniso-Japonaise, a contribué à fluidifier le trafic entre la banlieue nord et la banlieue sud de la Capitale, enregistrant environ 30.000 passages par jour.

Derrière chaque chiffre, se cache aussi une histoire humaine. Depuis le début de son engagement, la JICA a toujours accordé une importance particulière non seulement au transfert des technologies, mais aussi à l'établissement de relations de confiance et à l'apprentissage mutuel entre les peuples tunisiens et japonais. La brochure présente les témoignages des volontaires de la JICA ainsi que leurs homologues tunisiens, les chefs de projet et d'autres parties prenantes. Elle donne un aperçu des efforts impressionnants déployés et des échanges très fructueux entre les volontaires japonais et les partenaires tunisiens au cours des 50 dernières années.

**RADIO
DIASPORA
TUNISIA**



**THE VOICES OF
THE DIASPORA**



Bourse de Tunis |

Le Tunindex en hausse, forte activité autour du titre STA



Le marché boursier a clôturé la semaine du 21 au 25 avril courant sur une note haussière. L'indice de référence s'est apprécié de 1,1 %, à 11 179,4 points, portant ainsi, sa performance annuelle à +12,3 %, selon l'intermédiaire en bourse, Tunisie Valeurs.

Sur la semaine écoulée, les volumes ont été soutenus, totalisant une enveloppe de 74,9 MD. Il convient de noter la réalisation de cinq transactions de bloc, totalisant 25 MD et portant sur le titre STA.

Analyse des Valeurs

SOTEMAIL s'est offert la meilleure performance de la semaine. L'action s'est envolée de 18,6 %, à 2,810 D sans drainer de flux. Le titre SOMOCER est, également, parvenu à se distinguer sur la semaine. L'action du spécialiste des carreaux céramiques s'est appréciée de 14,5 %, à 0,630 D, sans faire l'objet de transactions. Sans drainer de flux, le titre BTE s'est placé en lanterne rouge du TUNINDEX. L'action de la banque mixte a dévissé de -20,2 % à 5,250 D.

Le titre ASSAD a rompu son mouvement haussier en bourse. L'action du spécialiste des batteries automobiles a accusé une régression de -16,5 %, à 2,070 D. La valeur a amassé un volume total de 1,1 MD sur la semaine.

Le titre STA a chapeauté le palmarès des échanges en alimentant le marché avec des capitaux de l'ordre de 26 MD. L'action du concessionnaire automobile de la marque chinoise Chery a gagné 6,5 % sur la semaine à 23,890 D.

Les nouvelles du marché

L'Assemblée Générale Ordinaire de la BIAT tenue le 25 avril 2025 a approuvé la distribution d'un dividende par action de 6,000 D au titre de l'exercice 2024, et ce à partir du 12 mai 2025.

L'Assemblée Générale Ordinaire de la société SMART TUNISIE tenue le 25 avril 2025 a validé la distribution d'un dividende par action de 0,900 D au titre de l'exercice 2024. La date de mise en paiement des dividendes a été fixée au 19 juin 2025.

Kiosque Numérique



Devises, Taux, Indicateurs

Cours moyens des devises cotées en Dinar Tunisien

22/04/2025

MONNAIE	SIGLE	UNITÉ	VALEUR
DINAR ALGÉRIEN	DZD	10	0,2256
DOLLAR CANADIEN	CAD	1	2,1571
DOLLAR DES USA	USD	1	2,9829
LIVRE STERLING	GPB	1	4,0062
YEN JAPONAIS	JPY	1000	20,9893
DIRHAM MAROCAIN	MAD	10	3,2288
FRANC SUISSE	CHF	10	36,2779
EURO	EUR	1	3,3840
DINAR LIBYEN	LYD	1	0,5460
Yuan Chinois	CNY	1	0,4114

Cours moyens à terme en Dinar Tunisien

PERIODE	USD	EUR
3 MOIS	3,0132	3,4428
6 MOIS	3,0480	3,4967

Cours de devises en dinar Tunisien

Moyenne des cours du marché interbancaire (annuel)
2015 - 2023



7,50%

TMM

23/04/2025



7,50%

TID

23/04/2025



7,91%

TMM

Mars 2024



6,50%

TRE

Avril 2024



22,521

Milliard

Avoirs en devise

30/04/2025



99

Jours

d'importations

30/04/2025



Evolution TMM

(Décembre : 2014 - 2023)

Tunindex

11 179,35

Var. Année **12,31 %**
25/04/2025

Tunindex 20

5 025,75

Var. Année **14,64 %**
25/04/2025

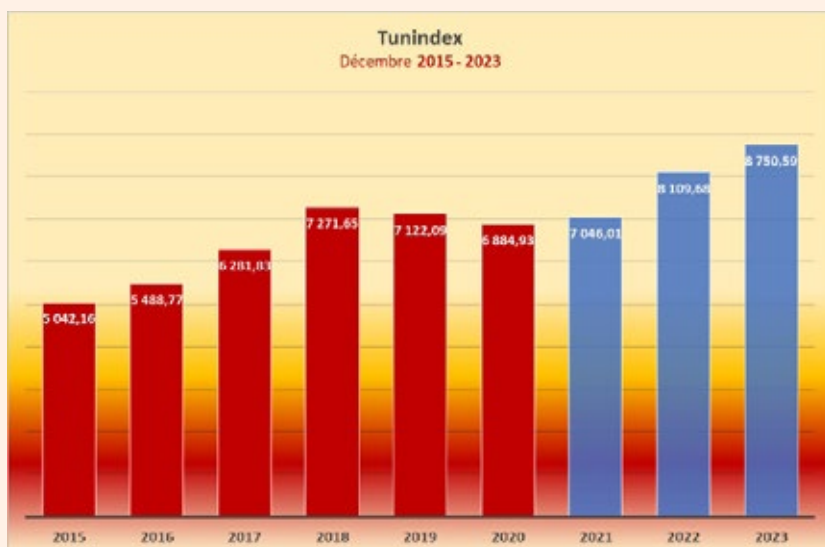
Volume semaine **80,830** Million DT

Capitalisation **29,20** Milliard DT

PER marché **10,28**
(Mars)

INDICES SECTORIELS

Code ICB		INDICE	Var An
8000	Sociétés Financières	8 391,16	12,28%
8300	Banques	7 826,24	12,93%
8500	Assurances	15 986,31	5,09%
8700	Services Financiers	13 633,57	9,01%
5000	Services aux Consommateurs	3 568,30	14,07%
5300	Distribution	5 621,84	14,97%
3000	Biens de Consommations	9 630,32	19,09%
3500	Agro-Alimentaire et Boissons	11 789,91	19,55%
3700	Produits Ménagers et de Soin Personnel	3 123,04	17,66%
2000	Industries	1 811,46	-1,40%
2300	Batiment et Matériaux de Constructions	768,80	-5,13%
1000	Matériaux de Base	6 200,62	21,43%



+ FORTES HAUSSES DE LA SEMAINE

	CLÔTURE	VAR. Hebdo
SOMOCER		18,18%
SOTEMAIL		13,77%
SANIMED		12,12%
ICF		10,91%
CIMENTS DE BIZERTE		10,20%

+ FORTES BAISSSES DE LA SEMAINE

	CLÔTURE	VAR. Hebdo
BTE (ADP)		-20,21%
ASSAD		-12,66%
NEW BONDY LINE		-7,09%
TAWASOL GPH		-6,58%
BH ASSURANCE		-5,51%

+ FORTES BAISSSES DE L'ANNEE

	CLÔTURE	VAR. Hebdo
SANIMED		-49,66%
SOTEMAIL		-34,65%
ALKIMIA		-23,30%
SOTIPAPIER		-22,94%
CELLCOM		-21,37%

+ FORTES HAUSSES DE L'ANNEE

	CLÔTURE	VAR. AN
ASSAD		233,87%
POULINA GH		66,94%
SOMOCER		58,54%
BTE (ADP)		56,72%
SIPHAT		52,02%

				Clôture		30/04/2025			
			Décembre	Semaine	De la	Variation	Variation	Capitalisation (MDT)	
Titres			2024	précédente	semaine	Hebdo	Année		
SOCIETES FINANCIERES									15 818,783
BANQUES									13 201,112
1	Amen Bank	5	34 920 000	36,900	41,300	41,500	0,48%	12,47%	1 449,180
2	ATB	1	100 000 000	2,800	3,040	3,100	1,97%	10,71%	310,000
3	BH Bank	5	47 600 000	12,700	10,500	10,090	-3,90%	-20,55%	480,284
4	BIAT	5	40 800 000	93,830	100,990	102,490	1,49%	9,23%	4 181,592
5	BNA	5	64 000 000	8,180	9,150	9,060	-0,98%	10,76%	579,840
6	Banque de Tunisie	1	270 000 000	5,190	5,190	5,200	0,19%	0,19%	1 404,000
7	BTE (ADP)	20	1 000 000	3,350	6,580	5,250	-20,21%	56,72%	5,250
8	STB	5	155 375 000	2,970	2,900	2,890	-0,34%	-2,69%	449,034
9	Attijari Bank	5	42 000 000	51,500	67,740	69,800	3,04%	35,53%	2 931,600
10	UBCI	5	20 001 529	21,500	21,000	21,000	0,00%	-2,33%	420,032
11	UIB	5	32 560 000	22,300	22,480	22,500	0,09%	0,90%	732,600
12	Wifack Bank	5	30 000 000	9,000	8,530	8,590	0,70%	-4,56%	257,700
ASSURANCES									1 423,414
13	ASTREE	5	6 000 000	46,000	45,500	44,000	-3,30%	-4,35%	264,000
14	BH Assurances	5	2 660 000	49,000	63,500	60,000	-5,51%	22,45%	159,600
15	STAR	10	2 307 693	178,000	200,900	204,550	1,82%	14,92%	472,039
16	Tunis RE	5	20 000 000	8,200	8,000	7,820	-2,25%	-4,63%	156,400
17	Assur. MAGHREBIA	10	4 500 000	51,480	51,000	49,250	-3,43%	-4,33%	221,625
18	MAGHREBIA Vie	1	25 000 000	6,150	5,800	5,990	3,28%	-2,60%	149,750
LEASING									807,383
19	ATL	1	32 500 000	4,250	4,900	4,950	1,02%	16,47%	160,875
20	BH Leasing	5	7 000 000	3,630	5,020	4,750	-5,38%	30,85%	33,250
21	Best Lease	1	30 000 000	1,950	2,310	2,250	-2,60%	15,38%	67,500
22	CIL	5	7 000 000	24,900	26,000	26,500	1,92%	6,43%	185,500
23	Hannibal Lease	5	11 000 000	7,400	7,400	7,400	0,00%	0,00%	81,400
24	Attijari Leasing	10	2 750 000	19,150	28,780	28,120	-2,29%	46,84%	77,330
25	Tunisie Leasing Fact	5	10 800 000	17,990	19,000	18,660	-1,79%	3,72%	201,528
SOCIETES D'INVESTISSEMENTS									386,875
26	PL. TSIE Sicaf	10	1 000 000	46,010	45,000	45,000	0,00%	-2,20%	45,000
27	SPDIT Sicaf	1	28 000 000	12,000	12,000	11,900	-0,83%	-0,83%	333,200
28	Tuninvest Sicar	1	966 000	9,250	8,980	8,980	0,00%	-2,92%	8,675
INDUSTRIES									12 334,455
HOLDING									3 347,932
29	OneTech Holding	1	80 400 000	9,300	8,770	9,200	4,90%	-1,08%	739,680
30	Poulina GH	1	180 003 600	8,680	14,180	14,490	2,19%	66,94%	2 608,252
AGRO-ALIMI									4 574,647
31	Delice Holding	10	54 907 262	16,090	22,200	23,000	3,60%	42,95%	1 262,867
32	LAND'OR	1	13 784 285	10,350	10,500	10,730	2,19%	3,67%	147,905
33	SFBT	1	268 125 000	11,600	11,810	11,800	-0,08%	1,72%	3 163,875
PHARMACEUTIQUE									240,000
34	SIPHAT	5	1 800 000	4,210	6,400	6,400	0,00%	52,02%	11,520
35	UNIMED	1	32 000 000	7,130	7,350	7,140	-2,86%	0,14%	228,480
COMPOSANTS AUTOMOBILE									61,925
36	ASSAD	1	24 000 000	0,620	2,370	2,070	-12,66%	233,87%	49,680
37	STIP	3	4 207 824	2,880	2,910	2,910	0,00%	1,04%	12,245
source: bVMT									données fournis à titre indicatif

			Clôture		30/04/2025				
	Titres	Nominal	Titres admis	Décembre 2024	Semaine précédente	De la semaine	Variation Hebdo	Variation Année	Capitalisation (MDT)
CIMENTIER									735,089
38	Carthage Cement	1	343 624 940	2,190	2,080	2,070	-0,48%	-5,48%	711,304
39	Ciments de Bizerte	1	44 047 290	0,420	0,490	0,540	10,20%	28,57%	23,786
CHIMIE									461,730
40	Air Liquide	25	1 637 504	100,000	103,000	101,500	-1,46%	1,50%	166,207
41	ALKIMIA	10	3 947 253	17,600	13,500	13,500	0,00%	-23,30%	53,288
42	ICF	10	2 100 000	99,000	104,000	115,350	10,91%	16,52%	242,235
INDUSTRIES DIVERSES									2 749,574
43	Euro-Cycle	1	9 801 000	11,800	13,790	13,950	1,16%	18,22%	136,724
44	MPBS	2	10 334 430	12,210	10,900	11,600	6,42%	-5,00%	119,879
45	New Body Line	1	4 250 400	4,950	5,080	4,720	-7,09%	-4,65%	20,062
46	Office PLAST	1	14 662 164	1,650	1,700	1,790	5,29%	8,48%	26,245
47	SAH Lilas	1	84 015 979	10,220	11,840	12,150	2,62%	18,88%	1 020,794
48	Atelier Meubles Int	1	5 561 635	5,880	6,620	6,350	-4,08%	7,99%	35,316
49	SIAME	1	15 444 000	3,580	3,400	3,300	-2,94%	-7,82%	50,965
50	SANIMED	1,109	12 400 000	1,470	0,660	0,740	12,12%	-49,66%	9,176
51	SOMOCER	1	40 656 000	0,410	0,550	0,650	18,18%	58,54%	26,426
52	SOTEMAIL	1	34 513 514	4,300	2,470	2,810	13,77%	-34,65%	96,983
53	SOTUVER	1	39 254 475	12,610	13,990	13,760	-1,64%	9,12%	540,142
54	SOTIPAPIER	1,09	28 184 091	5,450	4,360	4,200	-3,67%	-22,94%	118,373
55	SOTRAPIL	5	4 138 200	15,080	18,960	19,450	2,58%	28,98%	80,488
56	TPR	1	50 000 000	6,330	9,470	9,360	-1,16%	47,87%	468,000
IMMOBILIER									76,222
57	SIMPAR	5	1 100 000	35,900	34,400	34,400	0,00%	-4,18%	37,840
58	SITS	1	15 600 000	1,900	1,910	1,910	0,00%	0,53%	29,796
59	ESSOUKNA	1	5 050 500	1,560	1,750	1,700	-2,86%	8,97%	8,586
TECHNOLOGIE									87,336
60	AETECH	1	2 223 334	0,190	0,260	0,270	3,85%	42,11%	0,600
61	TELNET Holding	1	12 130 800	6,000	7,380	7,150	-3,12%	19,17%	86,735
SERVICES									1 711,064
DISTRIBUTION AUTOMOBILE									1 123,462
62	ARTES	1	38 250 000	8,200	10,620	11,100	4,52%	35,37%	424,575
63	CITY CARS	1	18 000 000	12,700	15,790	16,000	1,33%	25,98%	288,000
64	ENNAKL Automobile	1	30 000 000	10,610	11,850	11,500	-2,95%	8,39%	345,000
65	UADH	1	36 953 847	0,540	0,510	0,490	-3,92%	-9,26%	18,107
66	STA	1	2 000 000	21,000	22,440	23,890	6,46%	13,76%	47,780
AUTRES SERVICES									182,044
67	CELLCOM	1	4 461 532	2,340	1,730	1,840	6,36%	-21,37%	8,209
68	TUNISAIR	1	106 199 280	0,370	0,380	0,370	-2,63%	0,00%	39,294
69	SMART Tunisie	5	10 123 443	13,650	13,380	13,290	-0,67%	-2,64%	134,541
TELECOMMUNICATIONS									107,283
70	SOTETEL	5	4 636 800	6,990	6,340	6,600	4,10%	-5,58%	30,603
71	Tawasol GH	1	108 000 000	0,640	0,760	0,710	-6,58%	10,94%	76,680
DISTRIBUTION DE BIENS DE CONSOMMATION									298,275
72	Sotumag	1	13 200 000	6,250	6,290	6,570	4,45%	5,12%	86,724
73	Magasin General	1	15 777 070	6,990	7,000	6,790	-3,00%	-2,86%	107,126
74	Monoprix	2	25 345 736	3,550	3,940	4,120	4,57%	16,06%	104,424
(Données fournis à titre indicatif) source: BVMT									29 864,301

Des Chiffres

1000

Le dynamisme de l'écosystème entrepreneurial tunisien est incontestable, avec 1040 à 1133 start-ups labellisées à fin 2024, bien au-delà de l'objectif de 1.000 fixés pour la fin d'année. Cependant, il est essentiel de ne pas suivre aveuglément les tendances internationales, mais de s'inspirer des erreurs de la French Tech pour anticiper les risques.



2,8%

Il convient de noter que la croissance mondiale devrait chuter à 2,8 % en 2025 et à 3% en 2026, des chiffres qui sont très inférieurs à la moyenne historique de 3,7 % observée entre 2000 et 2019.



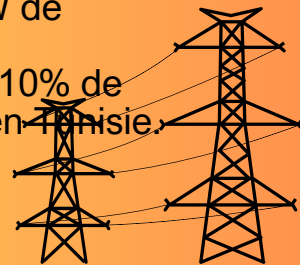
3852

Dans le cadre de l'opération de restitution des biens archéologiques tunisiens se trouvant hors des frontières du pays, 3852 pièces de monnaie, datant de l'époque romaine et de la période de l'Antiquité tardive, ont fait leur retour en Tunisie, le jeudi 24 avril 2025.



134 km

En termes d'impact sur le terrain, la JICA a contribué à la construction de 134 kilomètres d'autoroutes, 790 MW de puissance électrique, représentant plus de 10% de l'électricité produite en Tunisie.



66,5 \$

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, est à 66,50 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, est à 62,75 dollars.



11 500 hectares de terres agricoles, notamment des oliveraies, seront irrigués avec de l'eau traitée, d'ici la fin l'année 2025.



Assemblée Générale de la BIAT

Bilan 2024 Positif, Transformation Digitale et Engagement Sociétal



L'Assemblée Générale Ordinaire de la BIAT s'est tenue le vendredi 25 avril 2025 au siège social de la banque, en présence des membres du bureau de l'assemblée, des administrateurs, de la direction générale, des actionnaires ainsi que des invités. Les actionnaires ont eu l'opportunité d'assister à une présentation détaillée des réalisations de la banque ainsi que des projets stratégiques mis en œuvre tout au long de l'année 2024.

Des résultats solides et un engagement constant au service de l'économie

En 2024, la BIAT a poursuivi avec détermination la mise

en œuvre de sa stratégie de croissance, combinant solidité financière et accompagnement du développement économique tunisien. Portée par une gouvernance éclairée, une maîtrise des risques et l'engagement de ses collaborateurs, la Banque a su préserver sa position de référence dans le secteur bancaire tunisien, notamment en matière de collecte de dépôts et de génération de produit net bancaire. Ainsi, les dépôts de la BIAT ont atteint 20 814 millions de dinars témoignant de la fidélité et de la confiance de ses clients renforcées au fil des années. Le produit net bancaire s'est établi à 1 479,7 millions de dinars, soutenu par la croissance du portefeuille d'investissement. Ces performances ont permis à

la BIAT de dégager un résultat net de 357,7 millions de dinars, illustrant la solidité de son modèle économique et la pertinence de sa stratégie.

Avec un encours de crédits de 12 807 millions de dinars, la BIAT a poursuivi son appui au financement de l'économie. Son portefeuille de crédits, équilibré et diversifié, reflète une présence active sur l'ensemble des secteurs d'activité. Fidèle à sa vocation d'accompagnement du tissu productif, la BIAT a accordé une attention particulière au secteur industriel, qui concentre à lui seul plus de 28 % des engagements. La BIAT a consolidé son soutien aux entreprises à travers le maintien d'une relation de proximité et la mobilisation de 1 214 millions de dinars de crédits d'investissement en 2024. Concernant les particuliers, plus de 38 000 crédits ont été octroyés en 2024 pour soutenir les projets de vie et le pouvoir d'achat des ménages.

La BIAT a poursuivi ses efforts en matière d'accompagnement de ses 960 000 clients particuliers, professionnels et entreprises à travers son réseau de 206 agences réparties sur tout le

territoire. Le nombre de ses clients observe une croissance continue porté par une dynamique de conquête notamment auprès des jeunes avec 26 000 nouveaux clients jeunes en 2024.

Toutes ces réalisations ont permis à la BIAT de recevoir quatre distinctions bancaires en 2024, consolidant sa réputation de banque de référence en Tunisie et dans la région. Elle a reçu le titre de Meilleure Banque en Tunisie décerné par Euromoney, une distinction prestigieuse qu'elle remporte pour la troisième fois. Le magazine Capital Finance International (CFI) lui a également attribué trois récompenses : Meilleure Gouvernance Bancaire en Tunisie, Meilleure stratégie de digitalisation en Afrique du Nord et Contribution exceptionnelle au développement de la jeunesse en Tunisie. Par ailleurs, la certification internationale AML 30000, dédiée à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, a été renouvelée, attestant de la conformité rigoureuse de la BIAT aux normes internationales.

Une transformation digitale accélérée

En 2024, La BIAT a consolidé ses efforts en matière de transformation digitale avec le lancement de sa plateforme MyBIAT Corporate, dédiée aux entreprises. Fruit d'une étroite collaboration avec les clients, cette solution innovante et sécurisée vise à simplifier la gestion des opérations bancaires

à distance. 9 000 entreprises ont adopté MyBIAT Corporate témoignant de la pertinence et de l'efficacité de cette nouvelle offre. En parallèle, la plateforme MyBIAT Retail, destinée aux particuliers et professionnels, a poursuivi sa montée en puissance, totalisant 390 000 utilisateurs à fin 2024. Dans le cadre du renforcement de ses capacités technologiques, la BIAT a créé en 2024 sa filiale BIAT Innovation & Technology, regroupant l'ensemble de ses expertises IT dans un environnement dédié à l'innovation. Cette nouvelle entité a pour mission de piloter le développement digital et data, d'implémenter des solutions technologiques performantes, et de renforcer la sécurité des systèmes d'information.

Des agences modernisées sur tout le territoire

La BIAT a poursuivi en 2024 la généralisation de son nouveau concept d'agences, amorcé en 2021. Près de 40 agences réparties sur l'ensemble du territoire, notamment à Tunis, Bizerte, Nabeul, Sousse, Monastir, Mahdia, Sfax, Djerba, Zarzis et Tozeur, ont été entièrement rénovées alliant accompagnement humain et innovation digitale.

Par ailleurs, la BIAT a intégré une solution digitale pour la gestion des files d'attente, optimisant ainsi l'efficacité des opérations en agence. Déployée dans 65 agences, la solution permet la prise de rendez-vous en ligne, la

gestion fluide des flux en agence, ainsi que la collecte et l'analyse des retours clients.

Une conformité réglementaire

Soucieuse de respecter la réglementation en vigueur, la BIAT a activement participé à la mise en place de la plateforme électronique des chèques à la suite de la promulgation de la loi 2024-41. Une équipe d'experts a été mobilisée pour apporter les aménagements informatiques requis et la mise à disposition des nouveaux chèquiers dans les délais impartis. Un accompagnement spécifique a également été mis en place pour assister les collaborateurs et les clients dans l'appropriation des nouveautés. Ces actions reflètent l'engagement de la BIAT en faveur d'un secteur bancaire moderne et à la hauteur des ambitions nationales.

Par ailleurs, la BIAT s'est pleinement engagée dans l'application de l'article 412 ter de la loi 2024-41 relatif à la réduction de 50 % des intérêts à taux fixe pour les crédits à l'immobilier. Des moyens humains et techniques ont été déployés pour traiter rapidement et efficacement la totalité des demandes des clients éligibles.

Un soutien aux sociétés communautaires pour un développement inclusif

En phase avec la stratégie nationale de développement durable, la BIAT a renforcé en

2024 son engagement pour accompagner les sociétés communautaires. En plus de sa participation à la ligne de crédit mise en place par l'Etat, la banque a pris part aux ateliers de formation sur des thématiques clés comme la finance et la gestion, afin de structurer ces initiatives et d'en assurer la viabilité. Un accompagnement personnalisé est également proposé pour appuyer les porteurs de projets dans la concrétisation et la pérennisation de leurs activités à impact local.

Un engagement sociétal au service d'un développement inclusif et durable

En 2024, la BIAT a renforcé son rôle d'acteur engagé pour le développement durable à travers le financement, la gestion et la mise en œuvre de nombreux projets à fort impact.

Ainsi, en cohérence avec la politique nationale, la BIAT a pris en charge la rénovation de sites emblématiques de la capitale tels que la piscine municipale du Belvédère et la place Pasteur. Ces projets, financés par la banque et pilotés par ses experts en étroite collaboration avec les autorités publiques compétentes, ont permis de restituer à ces lieux leur cachet historique tout en répondant aux normes modernes de confort et de sécurité.

Dans le cadre de son soutien à l'inclusion sociale, la BIAT a apporté son appui au handisport à travers son partenariat avec

la Fédération Tunisienne des Sports pour Handicapés. Grâce à ce partenariat, la BIAT a pu accompagner des athlètes en situation de handicap dans leur préparation aux grandes compétitions internationales, notamment les Jeux Paralympiques de Paris 2024.

Par ailleurs, la Fondation BIAT a poursuivi ses efforts dans le secteur éducatif à travers la réhabilitation de neuf établissements scolaires publics dans les gouvernorats de Tunis et de l'Ariana, bénéficiant à plus de 6 300 élèves. En plus de ces travaux d'infrastructure, la Fondation BIAT a procédé à l'équipement de laboratoires, de bibliothèques et à l'organisation d'ateliers pédagogiques axés sur le développement personnel des élèves.

La Fondation BIAT a également poursuivi le programme Generation Leaders, initié en 2014, qui accompagne les bacheliers brillants sur le chemin de l'excellence. De plus, elle a renforcé son initiative «Découverte du monde professionnel», permettant aux étudiants des universités partenaires d'explorer différents secteurs d'activité à travers des visites d'entreprises ou de sites. Enfin, la Fondation BIAT a poursuivi son projet de valorisation du patrimoine immatériel tunisien à travers la publication d'une série d'ouvrages consacrés à la richesse du patrimoine culinaire régional.

Forte de ses résultats, de l'engagement de ses équipes et de la confiance de ses parties prenantes, la BIAT poursuit sa trajectoire de développement. Elle aborde la nouvelle année avec sérénité et la détermination de poursuivre sa mission d'accompagner ses clients, de soutenir l'économie nationale et de contribuer activement à la construction d'une société fondée sur l'inclusion et la durabilité.

A propos de la BIAT :

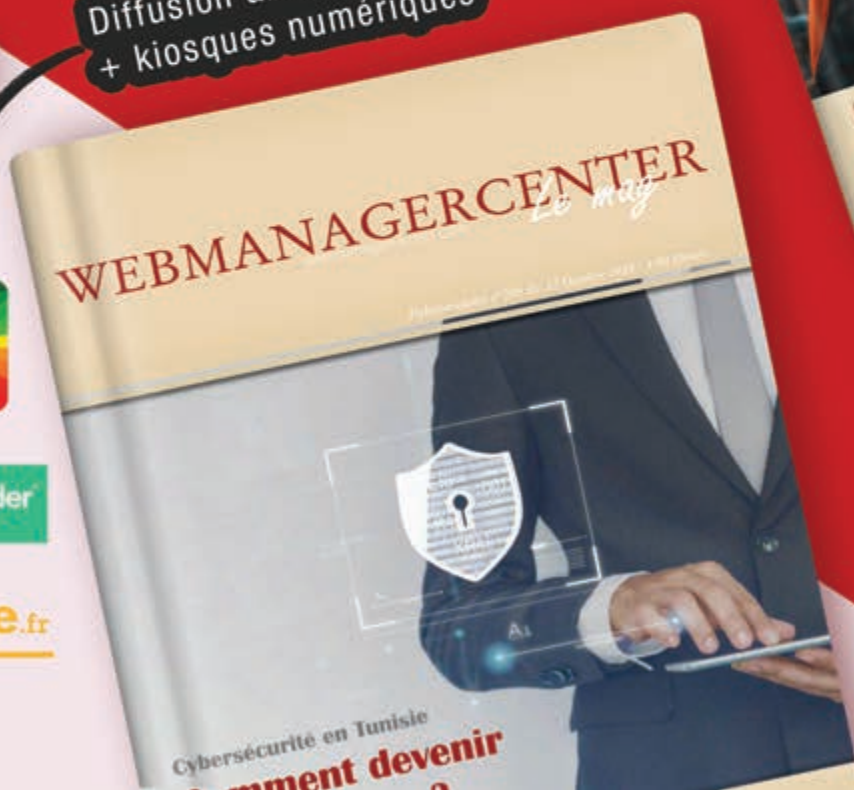
Banque universelle, acteur de référence en Tunisie, la BIAT constitue aujourd'hui un groupe bancaire solide avec ses filiales dans les domaines de l'assurance, de la gestion d'actifs, du capital-investissement, de l'intermédiation boursière et du conseil. Implantée sur tout le territoire, la BIAT compte aujourd'hui 206 agences à travers toute la Tunisie. Près de 2000 collaborateurs travaillent au service de tous ses clients : particuliers, professionnels, PME, grandes entreprises et institutionnels.

Très attentive à sa responsabilité sociétale, la BIAT a traduit son positionnement citoyen par de nombreux engagements. La création de la Fondation BIAT pour la jeunesse tunisienne, au printemps 2014, en est emblématique et ancre cet engagement de façon pérenne. www.biat.com.tn

hebdomadaire

WMC *Le Mag*

Diffusion abonnés
+ kiosques numériques



Tawfik Jelassi |

L'IA, la désinformation et l'éthique numérique, un défi mondial



Dans un épisode marquant du podcast Radio Diaspora Tunisia, animé par Dr. Lobna Karoui, experte en IA exponentielle, l'invité est le Dr. Tawfik Jelassi, ancien ministre tunisien et aujourd'hui sous-directeur général à l'UNESCO en charge de la communication et de l'information. Cette rencontre propose une réflexion de fond sur les enjeux de l'intelligence artificielle, la désinformation et l'éthique numérique à l'échelle mondiale.

Un parcours d'excellence tunisien au service du multilatéralisme

Dr. Jelassi incarne le parcours académique et professionnel d'exception. De professeur à

l'INSEAD et IMD Lausanne à membre dirigeant d'UNESCO, il a toujours œuvré à la croisée des mondes de l'éducation, des technologies et de la gouvernance. Son rôle actuel l'implique dans la coordination de plus de 194 États membres sur des sujets aussi sensibles que la désinformation, la sécurité des journalistes et la gouvernance numérique.

Désinformation : la menace n°1 selon le Forum de Davos

Selon le dernier rapport du Forum économique mondial, la désinformation est désormais considérée comme le risque mondial le plus critique, devant même le changement climatique. Pour Dr. Jelassi, la montée en puissance des contenus falsifiés (deepfakes), de la haine en ligne ou encore de la violence numérique, notamment envers les femmes, impose une réponse internationale.

L'UNESCO agit : vers un "Internet de confiance"

Face à ces défis, l'UNESCO a lancé dès 2021 une initiative ambitieuse : Vers un Internet

de confiance. Cette démarche multilatérale repose sur une consultation mondiale ayant réuni plus de 10 000 contributions issues de 130 pays. Le fruit de ce travail a abouti aux Directives de gouvernance des plateformes numériques, aujourd'hui en phase de test dans plusieurs pays.

Dr. Jelassi rappelle que l'UNESCO n'est ni régulateur, ni vendeur de technologies, mais un catalyseur de dialogue mondial. L'objectif : construire un espace numérique sûr, accessible et respectueux de la liberté d'expression.

L'intelligence artificielle : entre promesses et périls

Autre chantier clé porté par l'organisation : l'éthique de l'intelligence artificielle. En 2021, bien avant la généralisation des IA génératives comme ChatGPT, l'UNESCO a adopté une Recommandation sur l'éthique de l'IA, aujourd'hui mise en œuvre dans 60 pays. Elle vise à encadrer les usages de l'IA pour en limiter les dérives : amplification des biais sexistes, propagation de fausses informations, atteintes à la vie privée.

L'IA au cœur de la durabilité et contre le changement climatique



Face à une triple urgence climatique, économique et technologique, la Tunisie tente de sortir du discours pour passer à l'action. Lors d'un atelier international tenu à

l'Académie diplomatique de Tunis chercheurs, décideurs et partenaires internationaux ont confronté idées et réalités autour d'un thème central : comment l'intelligence artificielle

peut devenir un levier concret de durabilité dans un pays où la transition économique peine à se concrétiser depuis 2011 ?

Organisée à l'Académie diplomatique de Tunis, la rencontre a permis de jeter les bases d'un dialogue stratégique et technique autour de l'intégration de l'IA dans les politiques publiques liées à la transition énergétique, à la résilience climatique et au développement durable.

Pour rappel, Simon Stiell, secrétaire exécutif d'ONU Climat, déclarait au COP28 à Dubaï, en 2023 : **« Il est de plus en plus évident que l'intelligence artificielle peut s'avérer un instrument précieux dans la lutte contre les changements climatiques...Le Grand défi de l'innovation constitue une avancée prometteuse dans l'exploitation du pouvoir de l'IA et l'autonomisation des innovateurs dans les pays en développement. ».**

« La Tunisie ne peut se permettre de rater la révolution de l'intelligence artificielle. Elle reconfigure déjà les équilibres économiques et géopolitiques mondiaux : y prendre part, c'est choisir de rester dans la course. » — Sami Ben Jannet, Directeur Général de l'ITES

Un message reçu cinq sur cinq par plusieurs pays du Sud, dont la Tunisie, qui voit dans l'IA un outil stratégique de transformation.

Une vision portée par l'Institut Tunisien des Études Stratégiques (ITES) dont le DG, Sami Ben Jannet, a clôturé les travaux avec un message fort : **« La Tunisie ne peut se permettre de manquer la révolution marquée par l'IA, qui est en train de reconfigurer en profondeur l'économie mondiale, les équilibres géopolitiques et les modes de vie des citoyens. »**

L'ITES, bras analytique de la Présidence de la République, œuvre depuis 2020 à bâtir une vision stratégique de long terme, guidée par une triple exigence : produire du savoir, structurer la décision publique, et anticiper les mutations globales.

Trois transitions pour un nouveau modèle de développement

Trois transitions pour un nouveau modèle de développement dont le socle est l'interaction de trois transitions majeures : Transition énergétique, nécessaire pour réduire la dépendance aux énergies fossiles, transition écologique, indispensable face à la crise climatique et à la raréfaction des ressources et la transition numérique, un levier d'innovation, de performance et d'inclusion : **« Il est impératif de repenser notre modèle de développement économique et social, devenu obsolète et non adapté aux enjeux**

de l'avenir », a assuré M. Ben Jannet.

A l'ITES nombreux sont les chantiers engagés : des études et projets structurants, parmi lesquels la digitalisation : perçue comme moteur de transparence, de performance publique, et de croissance inclusive, l'agriculture et le climat appelant une réflexion sur la résilience face aux stress hydriques et aux enjeux de souveraineté alimentaire, la souveraineté sanitaire, alimentaire et énergétique : considérées comme les piliers de la résilience nationale post-crise, et plus important que tout une réforme éducative axée sur le savoir et la science, l'équité, l'innovation, la gouvernance, et la citoyenneté.



« Il devient de plus en plus évident que l'intelligence artificielle n'est pas seulement un outil technologique, mais un accélérateur de solutions face aux urgences climatiques, économiques et sociales. » — Simon Stiell, Secrétaire exécutif d'ONU Climat, COP28

L'importance de l'agilité économique, des finances publiques équilibrées ainsi que des chaînes de valeur et des leviers d'investissement stratégique sont aujourd'hui une nécessité pour un renouveau économique. Quant à la transition énergétique, elle doit être abordée dans toutes ses dimensions : technologie, gouvernance et justice sociale.

Alimenter les choix de transformation de la Tunisie, oui mais comment?

Pour les intervenants au séminaire, un pont entre la recherche stratégique et la mise en œuvre concrète des réformes est indispensable. La journée de réflexion a mis en lumière les faiblesses actuelles de l'écosystème tunisien devenues une litanie tant on les répète à longueur d'années de mois et de jours : un cadre réglementaire insuffisamment adapté aux nouvelles technologies, un déficit en compétences spécialisées dans l'IA appliquée à l'environnement, des infrastructures technologiques limitées, des financements encore faibles pour les projets innovants à fort impact.

Face à ces obstacles, une co-construction de solutions, autour de feuilles de route réalistes, orientées vers des résultats mesurables est incontournable.



« Il est impératif de repenser notre modèle économique et social. Celui hérité des décennies passées ne répond plus aux défis actuels. L'IA, si elle est bien encadrée, peut en être la clé de voûte. » — Sami Ben Jannet, ITES

Il faut rappeler à ce propos le "Rapport national sur le climat et le développement en Tunisie (CCDR)"* publié par la Banque mondiale en amont de la COP28 et qui dresse un constat sans détour : la Tunisie est confrontée à des menaces climatiques graves, notamment la pénurie d'eau, l'érosion de son littoral et la montée des risques d'inondation. Aligné sur les priorités nationales en matière de transition écologique, ce rapport appelle à des mesures urgentes d'adaptation et de décarbonation. Au-delà de la réponse climatique, le CCDR mise sur une approche intégrée : les actions proposées visent aussi à relancer l'économie, créer des emplois et renforcer la résilience des populations et des entreprises. Il met en avant les leviers politiques et les opportunités d'investissement qui permettraient de transformer ces défis en moteurs de développement. Le rapport insiste sur la nécessité d'une stratégie globale, combinant adaptation et réduction des émissions, en particulier dans le secteur de l'électricité. Une telle démarche

pourrait, selon ses projections, stimuler la croissance du PIB, réduire la pauvreté, et faire chuter les émissions énergétiques.

Lancement d'une plateforme de vulgarisation : "Eco Tous"

Pour une stratégie globale réussie, il faut aujourd'hui une diversité d'acteurs venant de différents horizons. Ce fût le cas s'agissant de lancer la réflexion lors de la rencontre de l'Académie diplomatique à laquelle ont



« Ce n'est qu'en croisant les regards, les savoirs et les volontés que nous pourrons bâtir des politiques publiques robustes, tournées vers l'avenir, capables d'articuler innovation, inclusion et durabilité. » — Sami Ben Jannet, ITES

participé des experts, des technocrates, des universitaires, des décideurs publics et des internationaux, soit un véritable laboratoire d'idées inspirantes pour des politiques publiques efficaces.

Axel Gastambide, directeur technique du projet Savoirs Eco, a rappelé à l'ouverture de la journée, le rôle central de la recherche scientifique insistant sur la nécessité de faire entrer la recherche dans le débat public : **« L'objectif est de faire en sorte que la recherche académique prenne toute sa place dans le débat public sur les questions économiques et de développement durable. »**

Pour précision, le projet Savoirs Eco, financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France, vise à soutenir trois catégories d'acteurs : Les institutions publiques (comme l'ITCEQ et l'INS) dans la valorisation de leurs analyses, les Think tanks de la société civile, soutenus financièrement ainsi que les unités de recherche universitaires, notamment en économie et en sciences sociales.

Un volet particulièrement attendu du projet est le Doing Research Assessment, mené en partenariat avec le Global Development Network et le Forum des sciences sociales appliquées, dont les



« Faire entrer la recherche académique dans le débat public est essentiel : c'est le seul moyen d'assurer que nos décisions s'ancrent dans le réel, éclairées par la science et utiles au plus grand nombre. » — Axel Gastambide, Projet Savoirs Eco

résultats seront restitués à partir de juin 2025. Tout comme le lancement imminent d'une nouvelle plateforme : Eco Tous, en collaboration avec l'Institut Arabe des Chefs d'Entreprises et l'Institut Arabe des Droits de l'Homme.

Une initiative dont l'ambition est de rendre les contenus économiques plus accessibles, en les traduisant dans un langage compréhensible par le grand public. **« L'objectif est de créer un pont entre la rigueur scientifique et la compréhension citoyenne. Nous invitons tous les chercheurs à y contribuer activement »**, a lancé Axel Gastambide.

Au-delà des discours, l'atelier de Tunis a permis de faire émerger une conviction commune : l'IA, si elle est bien encadrée, n'est pas une finalité mais un levier stratégique. Son intégration dans les politiques publiques peut accélérer la transition vers un modèle plus durable, plus agile, et plus équitable. Mais pour

cela, une condition clé demeure : ancrer les décisions dans le savoir, dans l'échange, et dans la coopération.

« Le monde est complexe, incertain, parfois brutal. Mais il est aussi porteur de solutions. Et c'est précisément en croisant nos regards, nos savoirs et nos volontés que nous pourrions bâtir des politiques publiques robustes, tournées vers l'avenir », a conclu Sami Ben Jeannet.

L'événement du 17 avril à l'Académie diplomatique de Tunis, a été coorganisé par un large consortium académique, incluant la FSEG de Tunis, l'Université de Tunis El Manar (LaREQuaD), l'Institut Tunisien des Etudes Stratégiques (ITES), la Paris School of Business, la Paris School of Technology & Business, l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, et la Telfer School of Management (Université d'Ottawa), en partenariat avec le Centre de Recherche pour l'Energie et le Changement Climatique (CRECC), Addin Group (France), Arco (Arabie Saoudite) et Emeraude Pianta (Tunisie).

Amel Belhadj Ali

en bref

IA et durabilité : la Tunisie en action

- **Date** : 17 avril 2025, Académie diplomatique de Tunis
- **Enjeu** : Faire de l'IA un levier des transitions écologique, énergétique et économique
- **Citation clé** : « La Tunisie ne peut se permettre de manquer la révolution IA » – Sami Ben Jannet
- **Constat** : Retard technologique, déficit de compétences, faible financement
- **Objectif** : Construire un pont entre recherche, décision publique et action concrète
- **Initiative** : Lancement de la plateforme Eco Tous pour vulgariser l'économie durable.



Épargne

Placements

Le Guide
2024

Épargne retraite



COMAR Assurances réaffirme sa position digitale avec sa plateforme en ligne COMAR Plus

Avec plus de 55 ans d'expertise dans le domaine de l'assurance, COMAR Assurances continue de se distinguer en tant que leader du marché tunisien en lançant des solutions innovantes telles que COMAR Plus. Cette plateforme digitale, conçue pour offrir une expérience en ligne simple, fluide et accessible à tous, renforce l'engagement de la compagnie envers ses clients, qu'ils soient déjà assurés ou non. Depuis son lancement il y a plus de deux ans, COMAR Plus a déjà séduit des milliers d'assurés en proposant une gamme complète de services :

- **Consulter leurs contrats** à tout moment et sur n'importe quel appareil.
- **Suivre les sinistres et remboursements** en temps réel.
- **Effectuer des paiements en ligne** rapidement et en toute sécurité.
- **Simuler des tarifs personnalisés** et comparer les offres disponibles en temps réel.

- **Souscrire des contrats** en quelques minutes, sans avoir à se déplacer.

Cette plateforme est conçue pour accompagner chaque client au quotidien et simplifier la gestion de son portefeuille d'assurances.

«Avec COMAR Plus, nous offrons à nos clients une solution d'assurance plus rapide, plus accessible et totalement sécurisée. Notre objectif est de simplifier la gestion de l'assurance tout en apportant flexibilité et tranquillité d'esprit aux utilisateurs,» déclare le Directeur Central responsable de l'Expérience Client,

Consciente des attentes des assurés en termes d'autonomie, de réactivité et de transparence, la compagnie mise sur l'innovation continue pour améliorer ses services digitaux et renforcer la proximité avec ses clients. Des mises à jour régulières sont prévues pour enrichir les fonctionnalités de la plateforme et maintenir un haut niveau de performance et de sécurité.

Accessible 24h/24 et 7j/7 depuis tous les supports (ordinateur,

tablette, smartphone), COMAR Plus permet de vivre l'assurance autrement.

Pour profiter de cette nouvelle expérience, téléchargez dès maintenant l'application COMAR Plus via ce lien : <https://comar-plus.onelink.me/X0yz/nfkb36hc>

Ou rendez-vous sur : <https://client.comar.tn>

Besoin d'aide pour vous connecter ou découvrir toutes les fonctionnalités ? Nos équipes sont à votre écoute au numéro bleu **82 100 001**.

À propos de COMAR

Fondée en 1969, COMAR Assurances est l'un des piliers du secteur de l'assurance en Tunisie, reconnu pour son engagement envers l'excellence et la satisfaction client. Forte de plus de cinq décennies d'expérience, la compagnie s'est imposée comme un partenaire de confiance pour des milliers de clients à travers le pays en plaçant l'innovation, la qualité de service et la satisfaction client au cœur de sa stratégie.

Radio Diaspora Tunisie |

Dr. Tawfik Jelassi, la Diplomatie à l'Ère du Digital Exponentiel



Dans notre série spéciale « Nos Ambassadeurs de l'Excellence », nous vous dévoilons le parcours inspirant de Dr. Tawfik Jelassi, Ancien Doyen de l'École internationale de management des Ponts et Chaussées, Ancien ministre Tunisien et depuis Juillet 2021, sous-directeur général de communication et d'informations de l'UNESCO.

Dr. Tawfik nous invite à découvrir un quotidien unique avec des ministres, des ambassadeurs et autres représentants de la diplomatie des 194 États membres de l'UNESCO. Imprégné d'une sagesse diplomatique, Dr. Jelassi nous partage une riche vision du

Digitale et des éléments clés de son large portefeuille à l'échelle planétaire.

A travers son rôle dans la « Tech Diplomacy », Dr. Lobna Karoui a animé une conversation authentique autour de sujets clés pour l'avenir de la Tunisie et du continent Africain comme l'intelligence Artificielle, le futur de l'éducation et du travail ainsi que l'importance d'une nouvelle forme de Diplomatie pour la région MEA. Dr. Jelassi, nous a éclairés sur ces sujets avec un regard d'expertise au cœur de l'UNESCO, une des agences des NATIONS UNIES.

Dr. Lobna Karoui et son invité « Dr. Tawfik Jelassi », offrent une Masterclass en « Tech Diplomacy » qui s'adresse à tous nos citoyens Tunisiens pour les encourager à persévérer et à réaliser leurs rêves pour une Nation souveraine.

Dr. Lobna Karoui est Présidente de l'association internationale «AI Exponential Thinker» qui œuvre à éduquer et sensibiliser les jeunes générations sur les opportunités des technologies dont l'intelligence artificielle et leurs potentiels risques.

Dr. Karoui est speaker international et contributrice, invitée par des grandes Institutions et organisations Américaines comme Harvard, Bloomberg, Amazon et Forbes.

Diplômée de Dauphine, Supélec et Yale, Lobna Karoui a à son actif des chapitres de livres, des publications scientifiques en IA, des interviews pour des Médias et une série de Podcasts avec des invités prestigieux de Google, Amazon, Softbank, WEF.

Pourquoi le sucre apaise nos émotions ?

Une psychologue décrypte le phénomène



« La consommation excessive de sucreries est étroitement liée à l'état psychologique des individus », a indiqué la psychologue Saloua Tajine dans une déclaration à l'agence TAP.

Selon la spécialiste, l'addiction aux sucreries traduit souvent un besoin de compensation affective ou un moyen de régulation émotionnelle.

Elle a, en outre, expliqué que de nombreuses personnes, lors de périodes de stress, d'anxiété ou

de sentiment de vide, recourent inconsciemment aux produits sucrés pour apaiser leurs émotions internes ou combler un manque affectif.

Tajine a précisé que cette habitude s'acquiert dès l'enfance, surtout lorsque les sucreries sont associées à des notions de récompense, d'amour ou de réconfort.

Elle a également ajouté qu'à long terme, cette dépendance peut entraîner un cercle vicieux

: le plaisir immédiat procuré par le sucre est suivi par des sentiments de culpabilité, des sautes d'humeur et une sensation de dépendance, transformant ainsi la consommation de sucre en une forme de compensation affective ou de mécanisme de défense.

A cet effet, la spécialiste recommande d'aller voir un spécialiste pour retrouver la confiance en soi et apprendre des stratégies alternatives de gestion des émotions.

WIFAK BANK renforce l'expansion de la taille de son réseau et annonce l'ouverture de sa 50ème Agence



Wifak Bank ambitionne de renforcer son positionnement de Banque Islamique, partenaire d'excellence et démontrant un engagement fort à contribuer au financement de la croissance et du développement dans divers secteurs de l'économie. Elle envisage ainsi une expansion progressive de la taille de son réseau durant les années à venir avec une couverture élargie du territoire et une amélioration continue de la présence géographique par zone et par gouvernorat.

A cet effet, Wifak Bank annonce l'ouverture officielle de sa 50ème agence « Agence WIFAK BANK Sfax Route Menzel Chaker », sise à Route Menzel Chaker km 3-Immeuble Houba centre-RDC MAG 1, Sfax, 3020, à partir de mardi 22 Avril 2025.

Cette nouvelle ouverture, vient

renforcer la présence de WIFAK BANK dans la région de Sfax et représente une marche en avant vers une couverture élargie du territoire afin de rapprocher davantage la banque de ses clients (particuliers, TRE, professionnels et entreprises), de répondre à leurs attentes et de leur offrir des produits et services adaptés conformes aux principes de la finance islamique : des solutions digitales sécurisées, des cartes, des comptes, des offres, des placements et investissements, des financements, des plans d'épargne, des services de transfert d'argent, des opérations à l'international et bien plus.

A travers, ce nouveau point de contact, WIFAK BANK, confirme l'orientation accordée à l'expérience client comme un indicateur de performance et de création de valeur ajoutée et veille à fédérer ses clients autour

d'une expérience unifiée, fluide, personnalisée et leur propose le conseil et l'accompagnement nécessaires.

L'agence « WIFAK BANK Sfax Route Menzel Chaker » est équipée d'un DAB pour permettre aux clients d'effectuer les opérations de retrait d'argent 7jours/7 et 24h/24 ainsi que des écrans dynamiques pour communiquer sur les cours de change, les produits et services et d'autres informations utiles.

Toute l'équipe de WIFAK BANK sera honorée de vous accueillir dans sa nouvelle agence « WIFAK BANK Sfax Route Menzel Chaker » et espère vous compter parmi sa nouvelle clientèle et profiter de la gratuité des frais de tenue de compte pour les 50 premiers clients.

Site Web : [WIFAK BANK](https://www.wifakbank.tn)



Comment régulariser vos dettes fiscales en Tunisie avant le 30 juin 2025 ?

L'article 74 de la loi de finances 2025, a introduit des mesures exceptionnelles pour faciliter la régularisation de la situation fiscale des contribuables en Tunisie. Elle vise à encourager le règlement des créances fiscales, des amendes administratives et des défauts déclaratifs, tout en allégeant les pénalités associées.

La régularisation couvre toutes les créances fiscales constatées avant le 1er janvier 2025 ou suite à des vérifications fiscales acceptées avant le 20 juin 2025, ainsi que celles issues de jugements contentieux prononcés avant cette date. Les contribuables peuvent bénéficier d'un abandon total des pénalités de contrôle, de retard et des frais de poursuite, sous condition de paiement intégral ou par tranches d'ici le 30 juin 2025, sur une période maximale de 5 ans.

Concernant les amendes fiscales administratives, 50 % du montant dû peut être annulé pour les amendes constatées avant le 20 juin 2025, sous réserve d'un paiement équivalent dans les mêmes conditions de délai et d'échelonnement.

La régularisation vise également les défauts de déclaration fiscale ou de rectification de déclarations minorées, pour toutes les échéances antérieures au 31 octobre 2024. Elle permet l'annulation de toutes les pénalités si les régularisations et paiements sont effectués avant le 20 juin 2025.

Enfin, un abandon total est prévu pour les amendes et condamnations pécuniaires prononcées avant le 1er janvier 2025 (hors chèques sans provision, terrorisme et blanchiment d'argent).

Des règles précises encadrent les paiements échelonnés : suspension des poursuites en cas de respect des échéances, pénalités en cas de retard, possibilité de prorogation sous conditions, et déchéance du bénéfice en cas de non-respect prolongé. Les mesures visent à renforcer la confiance entre administration fiscale et contribuables tout en offrant un cadre souple de régularisation.

En résumé, cette initiative constitue une opportunité pour les entreprises et les particuliers de régulariser leur situation fiscale, d'apurer leurs dettes à moindres frais et de repartir sur des bases assainies. (source: Note commune n°2-2025)

Kais Assali, cofondateur de Juridoc.Tn |

Comment Juridoc facilite-t-il l'accès aux textes juridiques en Tunisie et à l'international ?



Assali, un des fondateurs de la plateforme :

Comment vous est venue l'idée de créer Juridoc.tn ?

L'idée est venue avec mon associé Anis Wahabi, un camarade d'école — nous avons fait l'IHEC ensemble. Nous voulions mettre en place une plateforme pour rendre accessible un arsenal juridique assez touffu et complexe. Notre objectif ? Offrir une expérience utilisateur simple et fiable.

La LegalTech s'impose de plus en plus en tant qu'outil incontournable dans l'automatisation des documents juridiques et la facilitation de l'accès aux documentations utilisées par tous les acteurs évoluant dans le monde économique, qu'il s'agisse d'avocats d'affaires, de fiscalistes, d'experts-comptables, d'organisations professionnelles, d'investisseurs ou

d'administrations publiques.

L'usage de technologies avancées permet d'être édifié sur toutes les nouveautés légales, administratives et réglementaires, allège la charge de travail des acteurs en question, leur fait gagner du temps et leur permet de mieux en saisir les enjeux.

C'est sur cette mission que s'attelle Juridoc.Tn, qui a vu le jour en 2019. Le point avec Kais

Nous savons aujourd'hui qu'il est difficile d'accéder à une certaine typologie de documentation, et encore plus difficile de trouver une documentation à jour, même sur le Journal Officiel. Nous avons donc voulu créer un guichet unique d'accès à la documentation juridique, centralisant des textes issus de différentes sources officielles : le Journal Officiel, les circulaires, les tribunaux, la Cour de cassation, les juridictions administratives, etc.



Nomination

Le conseil d'administration de la Banque Zitouna a officialisé, lors de sa réunion du 25 avril, la nomination de Mounir Fakheth en tant que nouveau directeur général de l'établissement.

Diplômé de l'IHEC Carthage, du Conservatoire national des Arts et Métiers (Paris) et de l'Institut Supérieur de Gestion de Tunis, Mounir Fakheth affiche un parcours académique de haut niveau, combinant expertise en hautes études commerciales, études bancaires et gestion des risques.

Fort d'une expérience de 35 ans dans le secteur bancaire et financier, notamment au sein de la BNDT, de la STB et de la Banque Zitouna depuis 2010, il a gravi les échelons en occupant des postes stratégiques : directeur du pôle risques, secrétaire général, directeur général de filiales clés telles que Zitouna Capital, Zitouna Finance et Excellia, ainsi qu'administrateur dans plusieurs sociétés financières et industrielles.

Avec cette nomination, la Banque Zitouna engage une nouvelle dynamique, misant sur la solide expertise et le leadership de Mounir Fakheth pour renforcer sa position sur le marché de la finance islamique.

« Chez Juridoc, nous croyons que l'accès aux textes juridiques ne doit pas être un parcours du combattant. Grâce à l'intelligence artificielle, nous facilitons une recherche rapide, fiable et contextualisée, en Tunisie et à l'international. »

L'objectif était clair : offrir une expérience utilisateur à la fois simple, fiable et complète.

Au démarrage, nous avons choisi de nous concentrer sur le droit des affaires, avec un focus particulier sur le droit des affaires. Le projet a réellement commencé entre fin 2019 et début 2020.

Entre-temps, une autre solution est apparue sur le marché, portée par une avocate — Me Maya BOUREGHDA — avec un positionnement orienté vers les métiers du droit : avocats, juristes, etc.

En quoi a consisté la solution?

Nous avons alors décidé de fusionner nos projets pour ne former qu'une seule entité : Juridoc. Cela nous a permis de proposer une offre plus complète, couvrant à la fois la législation, la réglementation, la jurisprudence, la doctrine, les textes administratifs, etc.

Aujourd'hui, nous avons plus de 4 000 utilisateurs. Nos utilisateurs sont principalement

des professionnels du droit : avocats, juristes d'entreprise, responsables juridiques, DAF, DRH, etc.

Mais au fur et à mesure, notre solution s'est étendue à d'autres secteurs, tels que les secteurs financier et bancaire, les assurances, les fintechs, la microfinance, les entreprises de taille moyenne à grande, là où il y a un DAF, un directeur juridique, ainsi que les organisations qui ont besoin d'être édifiées sur la documentation juridique.

« Le droit évolue chaque jour. Notre mission est de mettre ces évolutions à portée de clics pour tous les professionnels, en centralisant les textes, en les mettant à jour en temps réel, et en simplifiant leur compréhension. »

Notre plateforme propose un accès complet à toute la base documentaire, ainsi qu'à un ensemble de fonctionnalités avancées. Nous avons mis en place un moteur de recherche intelligent, des alertes personnalisées et constitué une bibliothèque virtuelle de textes selon les besoins spécifiques de chaque utilisateur (ex : RH, [fiscalité](#), etc.).

Quel est votre business modèle ?

Notre business modèle consiste en un abonnement par utilisateur à la plateforme. Un abonné peut accéder à toutes les rubriques et toutes les documentations existant sur la plateforme.

Un utilisateur peut, par exemple, attacher un document à un dossier spécifique pour y revenir rapidement ou suivre les mises à jour qui l'affectent. C'est important car souvent, on arrive à un texte via plusieurs clics, on perd le fil, et surtout on ne sait pas s'il a été modifié depuis.

Et c'est justement là qu'intervient notre double valeur ajoutée : un suivi en temps réel des textes officiels (lois, circulaires, décrets, etc.). Une équipe de documentalistes et de juristes qui assure la veille, la mise à jour et la traçabilité des textes dans la base de données.



« Dans un monde où la complexité réglementaire grandit sans cesse, Juridoc offre une solution unique : rendre le droit accessible, interconnecté et exploitable par tous, où que vous soyez. »

Face à un arsenal réglementaire presque unique dans le monde et malheureusement pas dans le sens positif, comment vous faites pour y mettre de l'ordre ?

Par exemple, la loi de finances 2025 a modifié plus de 30 textes existants, dont certains datant des années 60. Sur le Journal Officiel, vous ne trouverez pas toujours ces modifications dans les versions des anciens textes. Chez nous, ces mises à jour sont répercutées automatiquement, y compris dans les textes anciens, pour garantir une version consolidée et à jour.

Combien de collaborateurs travaillent à Juridoc ?

Aujourd'hui, notre équipe est en croissance soit une vingtaine de collaborateurs, avec pour objectif

d'atteindre une quarantaine de collaborateurs d'ici la fin de l'année. Nous recrutons des profils variés : documentalistes, juristes, mais aussi des ingénieurs en IA, car une grande partie de notre travail repose désormais sur l'intelligence artificielle.

Quel est le plus de l'intelligence artificielle pour vous ?

Nous avons développé des algorithmes de traitement automatique des documents juridiques. Par exemple, lorsqu'un arrêt de la Cour de cassation ou un jugement administratif est publié, il contient souvent des données personnelles qu'il faut anonymiser. Ce travail prenait plus de 30 minutes en manuel. Aujourd'hui, grâce à notre moteur d'IA ce même travail est réalisé en moins de 3 minutes, avec une précision supérieure. Nous avons donc conçu notre propre **OCR**, nos propres **modèles d'anonymisation**, et une chaîne complète de traitement des documents.

En résumé, Juridoc c'est bien plus qu'une base documentaire. C'est un outil stratégique pour tous les professionnels du droit, avec une expérience utilisateur moderne, fiable et intelligente, qui s'adapte aux besoins des métiers et anticipe les évolutions réglementaires à venir.



Combien d'applications vous avez créé depuis la création de Juridoc ?

Avec l'évolution constante du droit et la complexité croissante des textes juridiques, Juridoc a développé des algorithmes de traitement avancé pour gérer et structurer ces documents.

Le défi est d'autant plus important car de nombreux textes juridiques incluent des notes explicatives, des renvois entre articles, des liens intertextuels, ainsi que des applications et des jurisprudences connexes.

L'objectif était de rendre l'expérience d'utilisation aussi fluide et efficace que possible. Pour résoudre cela, nous avons mis en place des algorithmes de maillage automatique des textes juridiques.

Nous avons développé un système où un article d'une loi peut être lié à des documents complémentaires comme des notes explicatives ou des renvois vers d'autres textes, qu'ils soient dans la même législation ou dans une autre législation nationale ou internationale.

Cela permet à l'utilisateur,

lorsqu'il consulte un texte, de voir en temps réel des liens vers d'autres textes pertinents, des explications supplémentaires, ou des documents qui développent davantage le sujet abordé.

Nous avons poussé cette interconnexion à un niveau très granulaire, permettant de lier des articles spécifiques dans un texte à d'autres documents ou lois qui en font référence. C'est un vrai gain de temps pour l'utilisateur, car il n'a plus besoin de chercher ailleurs. Ces informations sont mises à disposition de manière claire et précise directement sur la plateforme.



En parallèle, nous avons travaillé sur le traitement des documents issus de textes anciens. Dans de nombreux pays, y compris en Tunisie, les textes juridiques ne sont pas toujours accessibles sous une forme numérique ou structurée. Par exemple, au Journal Officiel, l'accès aux textes n'est pas aussi fluide qu'on le souhaiterait, et les documents ne sont pas indexés de manière à faciliter leur récupération. Nous avons donc entrepris un travail de numérisation et d'indexation de ces textes, même les plus anciens, pour les rendre accessibles et faciles à retrouver.

Cependant, ce n'est pas qu'une question de technologie. Certains pays, comme le [Sénégal](#), rencontrent des défis similaires.

Le pays n'a pas de site officiel qui regroupe les textes du Journal Officiel, ce qui rend l'accès à ces informations encore plus complexe.

Nous avons donc pris l'initiative de numériser tous les journaux officiels du Sénégal depuis 1960, les rendant accessibles en ligne pour la première fois. Cela a été une opportunité stratégique, car cela permet de combler un vide juridique, mais aussi de mieux structurer l'accès à la législation dans une région où beaucoup de pays partagent des problématiques similaires.

Dans cette région CFA (Union économique et monétaire ouest-africaine), de nombreux textes législatifs sont communs

à plusieurs pays. Par exemple, la législation bancaire de cette région, la réglementation sur le franc CFA, les directives UEMOA, etc. Ces textes partagés entre pays (comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Togo, etc.) facilitent notre travail de centralisation et de mise à jour des informations. Cela nous permet de déployer une plateforme efficace pour un grand nombre d'utilisateurs dans plusieurs pays.

Vous exploitez l'IA pour adapter votre offre aux pays où vous vous implantez ?

Nous avons conçu notre [intelligence artificielle](#) pour qu'elle soit capable de répondre de manière fiable aux questions des utilisateurs, en se basant sur une data juridique structurée et à jour.

« Grâce à notre Legal Graph et à l'intelligence artificielle, nous ne nous contentons pas d'archiver les textes juridiques : nous donnons du sens aux lois, en créant des passerelles entre les textes, les décisions de justice et les évolutions réglementaires. »

Notre IA est conçue avec une logique juridique claire, ce qui lui permet de comprendre le langage humain et de formuler des réponses pertinentes, en tenant compte des dernières évolutions législatives et réglementaires. C'est une base de données



100 MW

"Un projet photovoltaïque de 100 MW à Sid Bouzid a été sélectionné pour bénéficier d'une subvention du gouvernement du Japon jusqu'à 2 milliard de yens, soit l'équivalent de 42 millions de dinars", a annoncé, vendredi, l'ambassade du Japon en Tunisie.

"Le projet sera mis en œuvre par une joint-venture Japon-Norvège, selon les accords conclus, le 24 mars 2025, avec le Gouvernement tunisien et la Société Tunisienne de l'Electricité et du Gaz".

Cette subvention sera fournie dans le cadre du Mécanisme d'échange de crédits carbone (MCC), dont le protocole a été signé par les Gouvernements du Japon et de la Tunisie, lors de la TICAD8 en août 2022, et sera la troisième de ce genre, suivant les deux projets photovoltaïques déjà en cours de construction à Sidi Bouzid et à Tozeur.

Pour rappel, des accords portant réalisation de quatre projets pour la production de l'électricité à partir de l'énergie solaire photovoltaïque, d'une capacité globale de 500 mégawatts, ont été signés en mars dernier. Ces projets seront réalisés dans les gouvernorats de Sidi Bouzid (300 mégawatts), Gafsa (100 mégawatts) et Gabès (100 mégawatts).

interconnectée qui permet à notre IA de naviguer dans les textes et d'en extraire des informations précises et contextualisées pour chaque utilisateur. En d'autres termes, notre IA peut effectuer un raisonnement juridique, trouver les textes pertinents et apporter des réponses d'une grande précision.

Ce travail sur les algorithmes de l'IA, couplé à notre base de données dynamique et à notre approche intertextuelle, permet d'offrir une solution puissante et évolutive pour les professionnels du droit. En améliorant continuellement cette technologie, nous avons l'ambition de révolutionner la façon dont les textes juridiques sont consultés et utilisés, en mettant à disposition des outils ultra-rapides, fiables et personnalisés.

En résumé, nous avons créé une plateforme qui non seulement permet l'accès à la documentation juridique, mais qui, grâce à la puissance de l'intelligence artificielle et des algorithmes de lien entre textes, transforme la recherche juridique en un processus instantané et extrêmement pertinent.

Les investisseurs qui ne maîtrisent pas la langue arabe peuvent-ils accéder à votre plateforme ?

Aujourd'hui, Juridique.ma offre

une solution innovante permettant de poser des questions en langage naturel et d'obtenir des réponses structurées et très précises, avec des références juridiques directement liées aux textes de loi pertinents.

Par exemple, un utilisateur peut poser une question en allemand, français ou une autre langue, et recevoir une réponse dans la même langue, même si le texte juridique auquel elle se réfère n'est disponible qu'en arabe. Cela permet de lever les barrières linguistiques et offre une accessibilité internationale aux textes juridiques de pays comme la Tunisie.

Cette technologie repose sur une intelligence artificielle avancée et un dictionnaire juridique précis, permettant d'offrir des réponses fiables tout en respectant le langage juridique spécifique. L'IA comprend le contexte juridique et fournit des réponses adaptées, ce qui est crucial pour garantir la qualité des informations délivrées.

Combien de levées de fonds avez-vous réalisées ?

Nous avons récemment réalisé un tour de table d'investissement avec deux fonds tels que 216 Capital Fund et Go Big Partners. Ce sont des levées à 7 chiffres. Cela a permis de renforcer notre développement, particulièrement

en intelligence artificielle et dans notre expansion internationale. Ces financements nous ont aussi permis d'étendre notre implantation dans des marchés clés, comme la Côte d'Ivoire et l'Arabie Saoudite.

Comment faites-vous pour optimiser vos coûts ?

Nous utilisons une logique de localisation des tâches là où elles sont les plus économiques, tout en garantissant la qualité et la fiabilité des services. Nous avons des implantations en France, en Tunisie, au Sénégal et nous nous apprêtons à nous installer en Côte d'Ivoire. Cette organisation en réseau permet de maximiser l'efficacité tout en répondant aux besoins locaux.

Nous avons été retenus dans le programme Microsoft For Startup et avons un accès privilégié à l'infrastructure Azure de Microsoft. Cela nous permet de garantir une protection des données de haut niveau. Nous avons mis en place des systèmes de cryptage pour sécuriser les données sensibles, et nous utilisons des architectes spécialisés pour optimiser l'architecture de notre plateforme. Aujourd'hui, nous avons développé un outil d'intelligence artificielle appelé Lilia, qui permet d'analyser des documents juridiques, comme des contrats, pour vérifier leur conformité. Par exemple, Lilia peut scanner un

contrat et indiquer si les clauses sont correctement rédigées et conformes à la réglementation en vigueur.

Qu'en est-il des retours expériences client ?

Notre modèle repose sur un système d'abonnement récurrent. Nous avons un taux de fidélisation exceptionnel, avec moins de 3 % de résiliation l'année dernière, et un 0 % sur le premier trimestre 2025. Cela témoigne de la qualité de notre service et de la satisfaction de nos clients. De plus, nous observons une demande croissante pour des services supplémentaires, qui deviennent payants et génèrent une valeur ajoutée pour nos utilisateurs.

Offrez-vous des accès gratuits?

Une de nos priorités est de rendre la documentation juridique accessible aux étudiants. Nous nous adressons à un marché potentiel de plus de 80 000 étudiants en droit, économie, fiscalité, etc. Nous avons déjà établi des partenariats avec des universités et des laboratoires de recherche en droit et fiscalité pour permettre aux étudiants et chercheurs d'accéder à nos outils. Nous sommes en train de monter une offre accessible aux étudiants de façon directe ou indirecte.

Entretien conduit par Amel Belhadj Ali

en bref

Juridoc

- **Création** : 2019 en Tunisie.
- **Mission** : Faciliter l'accès aux textes juridiques grâce à l'IA et un moteur de recherche intelligent.
- **Utilisateurs** : +4 000 professionnels du droit, finance, assurance et fintechs.
- **Technologie** : Algorithmes d'anonymisation, veille réglementaire en temps réel, Legal Graph interconnecté.
- **Expansion** : Présent en Tunisie, Sénégal, bientôt Côte d'Ivoire et Arabie Saoudite.
- **Investissements** : Levées de fonds à 7 chiffres avec 216 Capital Fund et Go Big Partners.

Citation clé : « Le droit accessible, mis à jour, et compréhensible en un clic. ».

RADIO DIASPORA TUNISIA

**UN INVITÉ,
UN PARCOURS,
UNE RÉUSSITE
INSPIRANTE**

La voix
des talents tunisiens
à l'international



Nouvelle application BT Mobile

البنك
التونسي
BANQUE DE TUNISIE

Plus rapide, plus intuitive, plus connectée.



Les fonctionnalités essentielles

- Connexion biométrique
- Dashboard adapté
- Virements instantanés
- Edition et partage du RIB/IBAN
- Souscription et gestion SICAV

Nouvelles fonctionnalités

- Gestion des wallets BT MPAY
- Consultation et partage des relevés bancaires PDF
- Suivi des demandes de chéquier et des virements reçus
- Gestion des dossiers de scolarité

Download on the
 **App Store**

GET IT ON
 **Google Play**



La Banque de Tunisie obtient la certification AML 30000



La BT vient d'obtenir le certificat AML 30000, norme internationale dédiée à la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive (LAB/FT). AML 30000 est une norme de certification construite sur les modèles de normalisation et les schémas de certification consacrés par la réglementation internationale des systèmes de management. Le certificat a été délivré par CERTIFINANCE-TUNISIE, après avis de CERTIPRO-FINANCE-PARIS à la suite d'une évaluation réalisée par des experts confirmés.

La BT s'est vu décerner son premier certificat de conformité au Standard AML 30000 à l'issue d'un processus de mise à niveau. La BT s'est volontairement inscrite dans une trajectoire de perfectionnement de son dispositif opérationnel qui allie pertinence et efficacité à même de lutter activement et durablement contre les risques de criminalité financière inhérents

à son activité. La BT a renforcé toute la filière de contrôle, intensifié les programmes d'accompagnement de ses collaborateurs et développé une culture de maîtrise des risques de conformité et de sécurité financière.

Réputée pour son engagement en matière de conformité et de sécurité et forte par de la qualité technique de ses équipes, la BT a engagé les ressources et les moyens matériels et techniques nécessaires pour mener à bien cette mission.

Consciente des évolutions majeures en matière de conformité sur le plan des réglementations, l'ambition de la BT est de maintenir toujours le cap et s'inspirer des meilleures pratiques et standards en la matière.

L'adoption de la norme AML 30000 par la BT constitue un gage de confiance et de considération de diverses parties prenantes et un levier supplémentaire d'attractivité de la banque en tant qu'établissement financier au diapason des standards de conformité internationaux les plus stricts.

Prenant la parole, le représentant

de l'organisme de certification, a souligné que l'exercice d'évaluation, repose sur des exigences au moins aussi fortes que celles du GAFI, tel que cela apparaît à travers les prescriptions pertinentes du Cahier des charges dédié aux institutions financières ainsi que sur un système de scoring qui considère les récentes évolutions observées au niveau du standard international, en accordant au-delà des règles de conformité technique, une place de choix aux critères d'effectivité des dispositifs LBA/FT et à l'Approche Basée sur les risques, clé de voute du nouveau standard international.

Il a également rappelé que la norme AML 30000 a une portée universelle et que la méthodologie consacrée porte la marque de la rigueur et de la crédibilité et les valeurs de la transparence et d'éthique.

A la clôture de la cérémonie, le représentant de l'organisme de certification, a remercié toute l'équipe qui a rendu possible cette distinction, fruit d'efforts soutenus et d'un engagement sans réserve.

Site Web : [Banque de Tunisie](http://www.banque-tunisie.com)

Qui est la tunisienne Semia Gharbi lauréate du prix « Nobel vert » pour l'Afrique



environnementale Semia Gharbi a été sacrée lauréate du prix Goldman pour l'environnement 2024, considéré comme le « Nobel vert », pour la région Afrique, en reconnaissance de son rôle déterminant dans la révélation d'un vaste scandale de trafic de déchets entre l'Italie et la Tunisie.

En 2022, Semia Gharbi a joué un rôle central dans la dénonciation d'une opération illégale ayant conduit à l'importation de 6 000 tonnes de déchets ménagers italiens vers la Tunisie. Grâce

à son engagement, cette affaire a mis en lumière un réseau impliquant plus de 40 fonctionnaires corrompus dans les deux pays, débouchant sur le renvoi des déchets vers l'Italie et la prise de mesures juridiques à l'échelle nationale et européenne. Ce scandale a eu un retentissement international, incitant l'Union européenne à durcir ses procédures de contrôle des transferts de déchets vers les pays tiers. Il a également ravivé les débats sur l'application des conventions internationales telles que Bâle et Bamako, qui encadrent strictement l'exportation des déchets, notamment vers les pays ne disposant pas des infrastructures adéquates pour leur traitement.

Selon un rapport de l'OCDE publié en 2020, 1,7 milliard de tonnes de déchets continuent d'être exportées illégalement chaque année vers les pays du Sud, illustrant l'ampleur du phénomène que des figures comme Semia Gharbi s'emploient à combattre.

Âgée de 57 ans, Semia Gharbi cumule plus de deux décennies d'activisme environnemental. Elle a fondé, en 2011, l'Association d'éducation à l'environnement pour les générations futures, une ONG qui collabore étroitement avec le ministère tunisien de l'Éducation pour sensibiliser les jeunes aux risques des polluants chimiques.

Par ailleurs, elle est coordinatrice MENA du Réseau international pour l'élimination des polluants (IPEN), et cofondatrice du Réseau Tunisie Verte (RTV), fédérant plus de 100 ONG environnementales tunisiennes.

Créé en 1989 par les philanthropes américains Rhoda et Richard Goldman, le prix Goldman récompense chaque année des militants environnementaux de terrain issus de six régions du monde. Semia Gharbi rejoint ainsi le cercle très restreint des figures africaines ayant reçu cette distinction prestigieuse.

Cursus universitaire |

Faut-il abandonner le modèle éducatif centré sur le score au profit de la motivation ?



Mohamed Habibi est Professeur agrégé en génie mécanique et directeur de l'Équipe de Recherche en Ingénierie Mécanique Avancée (ÉRIMA) à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR). Interpellé lors d'un webinaire organisé par l'Association franco-tunisienne Reconnectt sur l'enseignement de l'ingénierie en Tunisie, il tire la sonnette d'alarme : il est impératif de repenser en profondeur le système d'enseignement tunisien. Pour lui, l'éducation doit être un moteur de performance et non une contrainte qui bride les ambitions des étudiants.

« Il est temps de dépasser la simple délivrance de diplômes pour former de véritables acteurs du développement économique. »

« Si nous voulons voir émerger des ingénieurs compétents et innovants, nous devons cesser de réduire leur avenir à un simple score. La motivation doit primer, car sans elle, l'étudiant ne pourra jamais s'épanouir pleinement dans son parcours académique et professionnel. »

Habibi souligne que les compétences techniques sont essentielles, mais qu'elles doivent être complétées par des soft skills. La rigueur, le sens de l'organisation, la rationalité, un bon contact humain et des capacités managériales sont tout aussi cruciaux pour qu'un ingénieur puisse s'intégrer et s'adapter dans un monde en perpétuelle évolution. Mais qui est Mohamed Habibi ?

Un parcours d'exception

Chercheur et professeur reconnu

dans le domaine du génie mécanique, il s'est spécialisé dans les matériaux avancés et les procédés de fabrication de pointe. Son expertise l'a conduit à occuper plusieurs postes stratégiques au Canada, à l'interface entre la recherche académique et le secteur industriel.

Un engagement fort pour l'innovation industrielle, avant son poste actuel à l'UQTR, Mohamed Habibi a été Directeur de la Valorisation de la recherche publique, de l'innovation et de l'entrepreneuriat scientifique chez Axelys, la société de valorisation de la recherche du Québec. À ce titre, il a joué un rôle déterminant dans le transfert des découvertes scientifiques vers l'industrie.

Il a également occupé la fonction d'Expert en matériaux et procédés de fabrication avancés à la direction de l'innovation

industrielle d'Investissement Québec, la plus grande société d'État québécoise, affiliée au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie du Québec (MEIE).

Son rôle ? Piloter des projets stratégiques pour favoriser l'innovation technologique et industrielle. Auparavant, il a travaillé en tant que Chercheur responsable de la bioéconomie et de l'efficacité industrielle et environnementale au Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ), où il a dirigé des initiatives visant à améliorer la compétitivité des entreprises par l'adoption de technologies durables.

« Sans motivation, l'étudiant ne pourra jamais s'épanouir pleinement dans son parcours académique et professionnel. »

Changer le modèle éducatif tunisien : une nécessité absolue

Mohamed Habibi appelle à la réforme de la formation en Tunisie pour répondre aux réalités du marché du travail. Les entreprises recherchent des ingénieurs capables de s'adapter,

d'innover et de maîtriser les outils technologiques les plus récents.

Le système actuel, trop rigide et centré sur le score du bac, ne favorise ni la créativité ni l'innovation en l'absence de véritables motivations s'agissant des filières de l'ingénierie ou autres. Pourquoi ne pas s'inspirer des modèles nord-américains ou européens, où la motivation et les compétences pratiques, les "soft ou behaviour skills" sont des critères clés dans le choix d'un cursus universitaire ?

Il appelle à une meilleure collaboration entre les universités et l'industrie afin de créer un environnement propice à l'apprentissage et à l'innovation. « Nous devons dépasser la simple délivrance de diplômes pour former de véritables acteurs du développement économique et technologique. »

Leader académique et scientifique engagé dans la transmission du savoir

Mohamed Habibi enseigne à tous les niveaux universitaires, avec un accent particulier sur les procédés de fabrication avancés. Son objectif est d'aligner la formation des ingénieurs sur les défis industriels actuels. Lauréat du Prix de la meilleure thèse et récipiendaire de nombreuses subventions du Conseil de recherches en sciences naturelles

et en génie du Canada (CRSNG), il a publié de nombreux articles dans des revues scientifiques de renom.

Il joue également un rôle clé en tant qu'évaluateur pour diverses revues et conférences internationales. Il est chercheur-membre du Centre industriel du manufacturier intelligent. Il collabore avec des entreprises pour transférer les découvertes académiques vers des applications concrètes.

« Un bon ingénieur, ce n'est pas seulement des connaissances techniques, c'est aussi des compétences humaines. »

Il est également membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec, où il encadre de futurs ingénieurs, et du Carrefour Québécois de la Fabrication Additive, contribuant à la recherche sur les tendances émergentes en impression 3D et matériaux avancés.

Formation académique

Mohamed Habibi est détenteur d'un Post-doctorat en génie mécanique du Centre de recherche industrielle du Québec et d'un Doctorat en ingénierie



Pétrole

La production nationale de pétrole brut s'est située à 219 kilotonnes (kt) à fin février 2025, enregistrant ainsi une baisse de 9%, par rapport à fin février 2024, selon le rapport sur la conjoncture énergétique pour février 2025, publié par l'Observatoire national de l'énergie et des mines.

Cette baisse a touché la plupart des principaux champs à savoir Ouedzar (-63%), Ashtart (-14%), Miskar (-33%), El Hajeb/Guebiba (-13%), Gherib (-16%) et Nawara (-23%).

A contrario, d'autres champs ont enregistré une amélioration de production à savoir El borma (+17%), M.L.D (+31%) et Adam (+4%).

La moyenne journalière de la production de pétrole est passée de 32,7 mille barils/j à fin février 2024, à 27,6 mille barils/j à fin février 2025. Il convient de noter que la production de la Concession Hasdrubal a repris, depuis le 10 décembre 2024 après un arrêt de la production (Shut down) depuis le 27 novembre 2024 pour des travaux de maintenance.



« Le système éducatif tunisien bride l'innovation en réduisant l'avenir des jeunes à un score. »

de l'Université du Québec à Trois-Rivières, d'un Master en mécanique calculatoire de l'École Polytechnique de Tunisie et d'un Baccalauréat en génie mécanique de l'École Nationale Supérieure d'Ingénieurs de Tunis. Ingénieur Sénior.

Ses travaux de recherche sont axés sur la fabrication additive intelligente, le développement de jumeaux numériques intégrant l'intelligence artificielle pour optimiser en temps réel les paramètres des procédés de fabrication ainsi que dans la surveillance avancée des

processus pour améliorer la qualité et la productivité.

Il travaille aussi sur les matériaux fonctionnels avancés, la conception et impression 3D-4D de matériaux intelligents (polymères à mémoire de forme, matériaux piézoélectriques). Mohamed Habibi a également travaillé sur les applications dans les MEMS, la robotique et les capteurs anatomiques pour des patients atteints de maladies neuro-musculo-squelettiques.

A.B.A

en bref

L'appel de Mohamed Habibi à réformer la formation des ingénieurs tunisiens

- **Profil :** Professeur agrégé en génie mécanique à l'UQTR, expert en fabrication avancée et transfert technologique.
- **Message clé :** « Il est temps de dépasser la simple délivrance de diplômes. »
- **Constat :** Le système tunisien bride la motivation et la créativité des étudiants.
- **Proposition :** Intégrer les soft skills, renforcer les liens université-industrie et s'inspirer des modèles nord-américains.

Objectif : Former des ingénieurs capables d'innover et de s'adapter à un monde en mutation.

Acteurs de l'excellence au service de la Tunisie



Mehdi Labassi

Chief Technology Officer chez Carrefour Links



Imen Maaroufi

Entrepreneure et fondatrice de la startup
Américaine de santé numérique (Digital Health)



Dr. Nabil El Kadhi

Expert futuriste en éducation



Mehdi Doghri

Co-Fondateur de la startup Tuniso-Londonienne «Save
Your Wardrobe» et Co fondateur de «216 Capital Fund»



Dr. Imed Zitouni

Directeur d'Engineering chez Google



Mouna Aouri

Fondatrice et CEO de Woomentum Singapore



Walid Erray

Head of Data science & Artificial Intelligence du
DataLab et de l'IA Factory Group au Crédit Agricole



Aymen El Ghoul

Responsable du centre de compétences
digitales et d'innovation chez Thales



Dr. Moez Limayem

président de l'Université de North Florida

Imed Zitouni, du cœur de Tunis à la Silicon Valley de l'intelligence artificielle



Imed Zitouni incarne l'excellence d'une génération d'ingénieurs tunisiens qui, par la force du savoir et l'ambition sans relâche, ont su s'imposer sur la scène technologique mondiale. Diplômé en informatique de

l'École Nationale Supérieure d'Informatique (ENSI) en 1995, il poursuit ses études en France et obtient avec mention très bien une maîtrise (1996) puis un doctorat (2000) en informatique à l'Université de Nancy 1.

Dès ses premières expériences professionnelles, il se consacre à des domaines pionniers du traitement automatique du langage naturel (TALN). Il rejoint d'abord la start-up française DIALOCA (1998–1999), spécialisée dans la modélisation linguistique et le routage intelligent d'e-mails, avant d'intégrer les célèbres Bell Laboratories (Lucent Technologies) entre 1999 et 2004, en tant que chercheur.

C'est en 2004 qu'il intègre IBM, au sein du groupe Multilingual NLP, où il dirige plusieurs projets de traitement du langage naturel multilingue, combinant traduction automatique, extraction d'information, reconnaissance vocale et systèmes de dialogue. Il y joue un rôle clé dans des programmes d'envergure comme IBM Watson, et contribue activement à faire avancer les applications pratiques de l'intelligence artificielle.

En parallèle, il s'implique profondément dans la communauté scientifique : membre senior de l'IEEE, il siège au comité technique Speech and

Language Processing de 1999 à 2011, et joue un rôle actif au sein de l'ACL (Association for Computational Linguistics), notamment en tant que responsable de l'information du groupe d'intérêt sur les langues sémitiques. Il est également membre de l'ISCA (International Speech Communication Association), et participe à de nombreuses revues scientifiques en tant que président ou membre de comités de lecture.

Ses recherches – portant sur le TALN, la recherche d'information, l'apprentissage automatique ou encore les systèmes de dialogue parlé – ont donné lieu à plus de 100 publications dans des conférences et journaux internationaux. Il est aussi l'auteur de l'ouvrage "Multilingual Natural Language Processing Applications: from Theory to Practice", publié chez Prentice Hall, référence dans le domaine.

Imed Zitouni rejoint Microsoft au début des années 2010, pour y diriger les sciences de la compréhension conversationnelle, notamment pour l'assistant vocal Cortana. Il y affine l'intégration de l'intelligence artificielle dans les services interactifs grand public, contribuant à rapprocher les technologies linguistiques du quotidien des utilisateurs.

Son engagement ne se limite pas au monde industriel : conférencier invité, professeur associé, membre de comités éditoriaux, Imed Zitouni reste très attaché à la transmission du savoir et au développement des compétences. Il est reconnu pour sa vision stratégique, sa rigueur scientifique et sa capacité à faire dialoguer recherche académique et innovation technologique.

Aujourd'hui, il poursuit sa trajectoire chez Google USA, où il dirige les efforts en compréhension du langage naturel et en recherche sémantique. Son parcours illustre à la fois la force de la formation tunisienne, l'importance de l'adaptation continue et la capacité des talents du Sud à briller sur la scène mondiale de la tech.

en bref

Bio Express – Imed Zitouni

- **Nom :** Imed Zitouni
- **Fonction actuelle :** Directeur de l'ingénierie – Google USA
- **Spécialité :** Intelligence artificielle (IA) & Traitement du langage naturel (TLN)
- **Formation :**
 - Diplôme d'ingénieur – ENSI (Tunisie)
 - Maîtrise & Doctorat en informatique – Université de Nancy 1 (France)
- **Parcours pro :**
 - Bell Labs (Lucent Technologies)
 - IBM – Projets multilingues & IA Watson
 - Microsoft – Responsable des sciences conversationnelles (Cortana)
 - Google – IA sémantique & Google Assistant
- **Publications & brevets :** 100+
- **Distinction :** Lauréat du Tunisian AI Award 2024
- **Engagement :** Membre senior IEEE, conférencier et professeur invité

Citation clé : « Apprendre encore et toujours, c'est le secret de la réussite. »

AGO Amen Bank - Exercice 2024

Résilience et Solidité Financière



L'Assemblée Générale Ordinaire d'Amen Bank statuant sur l'Exercice 2024, s'est tenue le 24 avril 2025, et a conforté ses actionnaires sur les performances de leur banque, sa capacité de résilience et la poursuite de sa dynamique commerciale dans la collecte des ressources et dans le financement de l'économie.

Parallèlement à l'accomplissement des objectifs du projet NEXT axés principalement sur une meilleure expérience client et une digitalisation des process, Amen Bank a confirmé son engagement pour l'accompagnement et le financement des projets verts.

Elle a également réussi à assurer un bon rendement à ses actionnaires tout en consolidant ses assises.

Ainsi, les dépôts de la clientèle se sont établis à fin décembre 2024 à 8 016,0 MD contre 7 625,6 MD

en 2023, une évolution de 5,1% dopés notamment par l'évolution des dépôts à vue (23,0%) ainsi que celle des dépôts d'épargne (9,1%). Les crédits à la clientèle, ont progressé quant à eux de 7 166,5 MD à 7 299,5 MD.

Les produits d'exploitation, en augmentation de 5,6% par rapport à 2023, et les charges d'exploitation bancaire qui ont enregistré une évolution de 6,2%, ont permis une progression de près de 5% du Produit Net Bancaire passant de 540,0 MD à 566,5 MD.

L'augmentation des charges opératoires de 5,6%, résulte notamment des frais de personnel qui ont enregistré une évolution de 4,6% par rapport à fin décembre 2023, due essentiellement à l'augmentation salariale sectorielle. Malgré cette hausse, le coefficient d'exploitation s'est maintenu à hauteur de 40,0% pratiquement au même niveau

des années précédentes.

Ces réalisations ont permis de dégager un résultat net en 2024 de 230,0 MD contre 194,9 MD en progression de 18,0% par rapport à 2023.

L'exercice 2024 a conforté la banque dans la poursuite du renforcement de ses fonds propres et la consolidation de sa structure financière. Ainsi, le niveau de capitaux propres d'Amen Bank a atteint 1 574,0 millions de dinars au 31 décembre 2024, en progression de 9,13 % dégageant un actif net par action de 45,1 dinars.

Au cours de 2024, Amen Bank a maintenu un bon profil de risque de liquidité avec un ratio LCR, qui s'est établi à 160,23 % contre un ratio réglementaire minimum fixé par la BCT de 100,00%. Les ratios de solvabilité et Tier 1 se sont établis respectivement à 16,17%, et 12,20%, largement au-dessus de l'exigence réglementaire, respectivement de 10% et 7%, confirmant la solidité de sa structure financière.

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires a décidé de distribuer un dividende de 3,300 dinars par action, soit un PayOut de 50,1% représentant 66,0 % du nominal.

Imen Akkez, l'architecte de l'éveil



Imen Akkez n'a pas choisi la facilité. Architecte d'intérieur de formation, elle aurait pu tracer sa voie dans le design ou la décoration. Mais c'est vers le monde de la petite enfance qu'elle a bifurqué, portée par une conviction : l'éducation commence très tôt, et le jeu peut en être le vecteur principal.

C'est en tant que mère qu'Imen vit naître son projet. Pendant la crise sanitaire du Covid-19, elle constate l'omniprésence des écrans et l'absence de supports éducatifs de qualité pour les jeunes enfants. Sa sensibilité au

développement durable et son regard de créatrice se rejoignent alors dans une idée fondatrice : concevoir des jeux éducatifs en tissu, évolutifs, inspirés de la pédagogie Montessori.

Imen ne laisse rien au hasard. Elle se forme à la pédagogie Montessori, collabore avec des psychomotriciens, des éducateurs spécialisés, et fait tester ses produits à des enfants pour recueillir des retours concrets. Elle crée des objets qui stimulent la motricité, le langage, la logique, et surtout l'autonomie. Son produit phare : le "routinier",

un support qui aide l'enfant à structurer ses journées.

Au cœur de sa démarche, des valeurs fortes : inclusion, accessibilité, et écoresponsabilité. Pour elle, chaque enfant doit pouvoir apprendre à son rythme, sans pression ni exclusion. Ses jeux sont multilingues (arabe et français) et conçus aussi pour les enfants ayant des troubles d'apprentissage.

Entrepreneure déterminée, elle pense aussi à l'avenir : son entreprise prépare une expansion internationale, une application mobile (sans publicité), et vise des certifications européennes pour renforcer sa crédibilité.

Imen Akkez incarne une nouvelle génération de femmes entrepreneures tunisiennes, engagées pour l'impact social. En alliant sensibilité artistique, rigueur éducative et conscience écologique, elle redéfinit les contours de l'apprentissage précoce. Avec "Netaalem", elle ne se contente pas de créer des jeux : elle bâtit les fondations d'une éducation plus humaine, plus libre et plus proche des enfants.

wmc
HORS-SÉRIE
Collection



La crise de la French Tech |

Leçons pour la Tunisie



C'est une crise sans précédent que traverse aujourd'hui la French Tech, débroussaillage de Sami Ayari, président de l'Association franco-tunisienne Reconnectt : En 2024, la French Tech a fait face à une crise record, avec 64 faillites de start-ups, surtout parmi les plus matures (6-8 ans).

Une situation qui s'explique par plusieurs réalités :

- **Modèle non rentable** : La quête incessante de l'hyper-croissance a conduit à des investissements massifs, mais sans rentabilité à long terme.
- **Écosystème en recul** : Les faillites dépassent désormais les créations en série A, avec 10,4 % des start-ups IT en difficulté.

- **Capital inefficace** : Les French Tech ne suffisent plus à protéger les start-ups face à la raréfaction du capital-risque et à la chute des valorisations.

Leçons à tirer pour la Tunisie

Le dynamisme de l'écosystème entrepreneurial tunisien est incontestable, avec **1040 à 1133 start-ups labellisées en 2024**, bien au-delà de l'objectif de 1.000 fixés pour la fin d'année. Cependant, il est essentiel de ne pas suivre aveuglément les tendances internationales, mais de s'inspirer des erreurs de la French Tech pour anticiper les risques.

+ de 1000
startups labellisées

Recommandations pour le futur de l'écosystème tunisien:

1. Organisation et spécialisation

La fin de la phase d'expansion du Startup Act 1.0 doit marquer un tournant, avec un focus sur l'inclusivité et la rentabilité, en lien avec les priorités de l'économie nationale.

2. Le Startup Act 2.0 : Une vision nationale, un contrôle financier rigoureux, des indicateurs de performance (KPI), et un suivi du retour sur investissement (ROI) sont essentiels pour garantir la durabilité du modèle. Il faut aussi lutter contre l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent, tout en protégeant les talents locaux.

3. Secteurs stratégiques

L'accent doit être mis sur des secteurs à fort potentiel comme l'agriculture, la santé numérique, ql'énergie, le transport, l'IA et la cybersécurité, afin de maximiser le ROI et de soutenir la compétitivité de la Tunisie.

Conclusion : pour que la Tunisie devienne un acteur incontournable dans l'écosystème international, elle doit tirer parti des erreurs passées et des défis actuels, tout en s'appuyant sur des stratégies nationales bien définies. Sans un soutien renforcé aux start-ups locales, il existe un risque réel d'essoufflement du dynamisme entrepreneurial.

Sami AYARI - Reconnectt

Exposition DACCOURDOU au Musée du Bardo |

un hommage photographique à la présence italienne en Tunisie



Organisée par l'Institut Culturel Italien de Tunis (IIC), en collaboration avec l'Institut National du Patrimoine (INP) et l'Ambassade d'Italie en Tunisie, l'exposition est soutenue par la Direction générale de la Créativité Contemporaine (DGCC) du ministère italien de la Culture.

Elle est inaugurée après deux journées d'études "60 ans de coopération archéologique tuniso-italienne : bilan et perspectives" tenues les 23 et 24 avril, au Musée du Bardo, et marquant le soixantième anniversaire de la première mission archéologique conjointe entre la Tunisie et l'Italie avec la participation d'une pléiade de chercheurs tunisiens et italiens.

Dans une brève intervention au vernissage de l'exposition, le Directeur Général de l'INP, Tarek Baccouche, a qualifié ces journées de « réussies », ajoutant que cette exposition magnifique, a permis aux artistes de chercher dans l'histoire de ces terres et de confronter le vécu ».

Le vernissage de l'exposition « DACCOURDOU. Aspects et formes de la présence culturelle italienne en Tunisie. Un récit photographique polysémique » a eu lieu, vendredi soir, au Musée National du Bardo, à Tunis, en présence d'un grand nombre d'invités italiens, notamment les artistes participants et des spécialistes dans le patrimoine archéologique.

L'exposition DACCOURDOU s'installe à la salle du Petit Palais au Musée du Bardo, durant trois mois, du 25 avril au 25 juillet 2025. Elle présente les œuvres de quatre photographes, Claudio Gobbi, Tommaso Fisaletti, Giovanna Silva et Souad Mani, qui explorent les différents aspects de la présence culturelle italienne en Tunisie.



Carthage

Dans le cadre de l'opération de restitution des biens archéologiques tunisiens se trouvant hors des frontières du pays, 3 852 pièces de monnaie, datant de l'époque romaine et de la période de l'Antiquité tardive, ont fait leur retour en Tunisie, le jeudi 24 avril 2025, informe le ministère des affaires culturelles sur sa page officielle.

Restitués par l'université Randolph College, ces objets avaient été découverts entre 1990 et 1993 lors des fouilles menées par la mission archéologique américaine à "Bir el-Knissia" sur le site archéologique de Carthage. Ils avaient été temporairement expédiés aux Etats-Unis d'Amérique pour des opérations de nettoyage, de conservation et d'étude scientifique.

La collection, dont le retour a été assuré par la chercheuse américaine Susan T. Stevens, de l'université Randolph College, a été placée par l'Institut National du Patrimoine (INP), dans un espace sécurisé au Musée national du Bardo.

Il convient de rappeler qu'une restitution à la Tunisie d'une collection de 11 795 objets archéologiques, en provenance de l'université américaine de Géorgie, a été annoncée le 21 avril 2025. Expédiée en 1990 pour des travaux scientifiques, cette collection comprend divers types de pièces

Poursuivant, l'ambassadeur d'Italie en Tunisie, Alessandro Prunas, a souligné que la thématique de l'exposition s'inscrit dans le même esprit des deux journées d'échange scientifique sur nos 14 missions archéologiques conjointes, indiquant un chiffre impressionnant ».

Le titre DACCOURDOU (signifiant d'accord), est un mot qui nous unit et nous rassemble », a déclaré M. Prunas.

Cette exposition est "un parcours en images de cette relation très étroite entre nos deux pays, vieille de deux siècles, avec une présence italienne très forte en Tunisie, a-t-il ajouté, indiquant des liens bilatéraux qui trouvent leurs racines dans l'histoire millénaire « entre Rome et Carthage ».

L'exposition DACCOURDOU « illustre cette présence et cette intégration des italiens en Tunisie qui a toujours été un pays multiculturel, accueillant et tolérant », conclut le diplomate.

Présentant l'exposition, Fabio Ruggirello, Directeur de l'ICC, a évoqué la portée de l'intitulé DACCOURDOU « très utilisé en dialecte tunisien, en tant que mot emblématique de cette proximité culturelle. C'est aussi « le mot idéal pour définir une exposition qui a l'ambition de raconter un sujet aussi vaste qu'est la

présence culturelle italienne en Tunisie ».

« Lorsque la proximité entre deux cultures, touche le niveau de la langue du peuple, est un signe important de la profondeur des relations entre les deux cultures, a-t-il estimé

Fabio Ruggirello a déclaré que les quatre photographes Claudio Gobbi, Tommaso Fisaletti, Giovanna Silva et Souad Mani ont été choisis par Filippo Maggia, l'un des plus éminents experts italiens de la photographie contemporaine pur réinterpréter ce dialogue culturel.

Claudio Gobbi a engagé un dialogue avec la beauté intemporelle du patrimoine archéologique tunisien. Souad Mani revisite les mémoires de la présence italienne en Tunisie, en particulier dans la ville de Sousse.

Le regard de Giovanna Silva redécouvre l'influence italienne sur l'architecture de la ville de Tunis. La lumière de Tommaso Fisaletti dessine les portraits des personnes qui, par leur profession, incarnent quotidiennement cette osmose culturelle entre les deux rives de la Méditerranée ».

les Twayef de Ghbonten et le rituel du henné à l'honneur à Ksar Saïd



Dans le cadre de la 34ème édition du Mois du Patrimoine (18 avril-18 mai) sous le thème "Patrimoine et art: mémoire de civilisation", le Centre des arts, de la culture et des lettres (CACL) "Ksar Saïd" au Bardo, a concocté une programmation diversifiée, entre expositions, spectacles vivants, conférences scientifiques et ateliers, avec la participation de nombreux artistes plasticiens, universitaires, chercheurs en

patrimoine, experts du patrimoine culturel immatériel, conteurs, artisans et artisanes venus de différentes régions de Tunisie.

Parmi les temps forts, figure la présentation, le 21 avril, du dossier "Les arts du spectacle chez les Twayef de Ghbonten", proposé pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial de l'Humanité. Cette présentation qui sera donnée par l'équipe

scientifique composée d'Ismahan Ben Barka, Imed Soula et Hechmi Hassin, sera accompagnée d'une exposition et d'un spectacle vivant d'une troupe Ghbonten, qui se produira également le 17 mai au Musée national de Carthage. Autre moment attendu, la présentation, le 22 avril, du livre "Entre deux rives : itinéraire d'un historien des frontières", signé par Riadh Ben Khalifa.

Le 26 avril, une exposition d'arts plastiques, conçue conjointement par la Direction des arts plastiques et la Poste tunisienne, sera inaugurée sous le titre "Des artistes dessinent le patrimoine en couleurs".

La manifestation "Un monument... et des enfants", dans sa troisième édition, mettra le cap, les 3 et 4 mai, sur le Palais El Abdellia, à travers une série de photographies et de vidéos réalisées par des enfants, ainsi que des ateliers et des récits contés par le conteur Youssef Baklouti. Des visites guidées à destination du jeune public sont prévues à El Abdellia à la Marsa afin de leur faire découvrir ce joyau architectural classé

patrimoine historique depuis 1923.

Le 7 mai, la manifestation mettra à l'honneur le dossier arabe commun "Le henné rituels, pratiques sociales et esthétiques", proposé pour inscription sur la Liste du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO. Seront notamment présentés un exposé sur le henné de la mariée à Siliana et sur les traditions de la région de Kébili, ainsi qu'une série d'ateliers autour des pratiques liées au rituel du henné dans les cérémonies de mariage en Tunisie.

Un atelier scientifique sera également organisé par l'Ecole d'Histoire et d'Anthropologie

de Tunis, en partenariat avec la Chaire Iesco "Ibn Khaldoun pour la Culture et le Patrimoine", autour du thème "Hannibal, histoire et mémoire : l'homme, le politique et le stratège".

Un hommage posthume sera rendu le 14 mai à la mémoire de la doyenne des potières de Sejnane, "Omami Jomaa" (Jomaa Selmi), disparue le 21 février 2025. Dépositaire d'un savoir-faire ancestral, la défunte a été d'un précieux apport pour les chercheurs de l'Institut national du patrimoine (INP), notamment pour l'élaboration du dossier ayant permis l'inscription, en 2018, de la poterie de Sejnane sur la Liste du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO.



BRAND CONTENT

CONTENU DE MARQUE



CONTENU RÉDACTIONNEL

L'IA peut-elle prévoir l'avenir économique de la Tunisie ?



Comment l'analyse prédictive peut aider à anticiper les tendances économiques

Et si la Tunisie pouvait anticiper ses crises économiques au lieu de les subir ? C'est le pari que propose l'intelligence artificielle (IA) appliquée à l'analyse prédictive. Grâce à la puissance de calcul des algorithmes et à l'exploitation de données massives en temps réel, les décideurs disposent aujourd'hui d'outils capables d'identifier les signaux faibles, de détecter les tendances structurelles et de simuler l'impact de différentes politiques économiques avant même leur mise en œuvre.

Concrètement, l'analyse prédictive permet de croiser des milliers de variables économiques

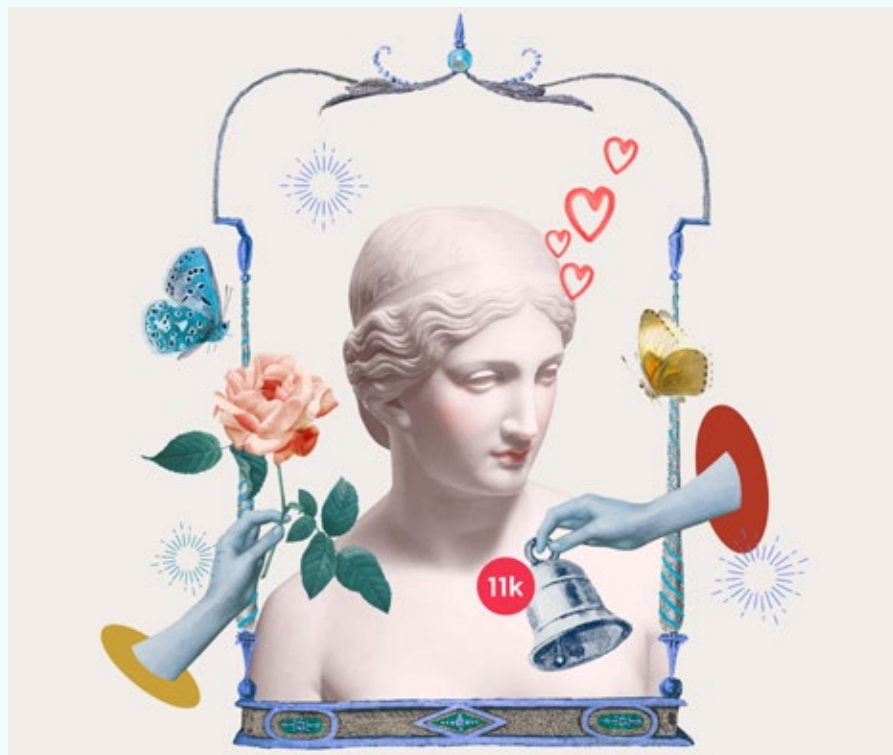
– prix des matières premières, données de consommation, flux commerciaux, climat des affaires, etc. – avec des modèles statistiques nourris par l'IA. Résultat : des prévisions plus rapides, plus précises, et surtout mieux contextualisées. Là où les outils traditionnels se fondent sur des séries chronologiques passées, l'IA apprend, ajuste, et projette avec une capacité d'adaptation quasi instantanée. Dans un pays comme la Tunisie, soumis à de fortes incertitudes internes et externes – volatilité des marchés, chocs climatiques, tensions géopolitiques – ces technologies représentent une véritable opportunité. Elles peuvent aider à mieux anticiper les périodes de tension sur les balances commerciales, prévoir les effets d'une variation des taux

d'intérêt ou identifier les secteurs porteurs en matière d'emploi et d'investissement.

Encore faut-il créer un écosystème de confiance autour de ces outils : des données fiables, des compétences locales en data science, une gouvernance claire des algorithmes utilisés. L'analyse prédictive ne remplacera jamais le jugement humain, mais elle peut l'éclairer avec des éléments objectifs, continuellement mis à jour.

L'adoption de ces technologies dans les ministères, les institutions financières et les entreprises stratégiques peut transformer en profondeur la culture de la décision publique en Tunisie. Passer d'une logique de réaction à une logique d'anticipation. Mieux piloter les politiques industrielles, fiscales, agricoles ou sociales. Et enfin, inscrire l'action publique dans un horizon de moyen et long terme. L'avenir de la prévision économique se joue aujourd'hui, et l'intelligence artificielle en est déjà l'un des moteurs clés. Aux décideurs tunisiens de s'en saisir pleinement, non pas comme une mode technologique, mais comme un levier stratégique pour mieux gouverner l'incertitude.

A chacun sa Renaissance



On a l'impression que l'Histoire s'amuse. Au 15ème siècle, en réaction à l'emprise de la religion et devant la décadence de l'Empire ottoman, avec la création de l'imprimerie et enfin la découverte de l'Amérique, l'Occident prend son envol pendant que notre monde s'endort sur ses deux oreilles et cède ses découvertes -sa chimie, ses mathématiques, ses chiffres, sa boussole, son astrolabe, son horloge, et j'en passe et des meilleures.

Six siècles plus tard, et en réaction à l'emprise de régimes autoritaires, devant la décadence de l'empire occidental, la découverte de la puissance chinoise, le développement

d'Internet, l'Occident perd le Nord et cède ses découvertes à l'Asie, et nos régions se réveillent, mais faute d'autre chose plus consistante, la religion est toujours là et encore plus omniprésente!

La question peut se poser d'une manière très simple: pourquoi utiliser la religion pour diriger dans des pays où les gens sont croyants et où être musulman est surtout un état d'esprit ? Car, quand on analyse et on compare, cette religion a apporté des concepts on ne peut plus neufs à ses pratiquants; et l'un de ceux dont on se rend compte le moins, c'est la propreté et la santé.

Alors pourquoi chercher à imposer d'autres comportements? Et

de la part de ceux qui veulent le faire, c'est quasiment antinomique: on leur a donné une sorte de démocratie et de la liberté sur un plateau, et ce qu'ils veulent en faire, c'est limiter la liberté des autres ! Même le seigneur n'approuve pas ce comportement qui ressemble de plus en plus à celui de ceux qui vous interdisaient de réfléchir

L'histoire et la géographie, et même la géopolitique, ont démontré qu'avec ces comportements on finira par rentrer dans un mur, et ce n'est ni un foulard en plus ou une barbe en moins qui améliorera le sort de nos concitoyens, ce n'est pas ce qui entoure nos têtes mais plutôt ce qu'il y a l'intérieur! Or, ces gens-là sont loin d'être idiots. Dans ce cas, pourquoi s'acharner à faire le contraire de ce qu'ils peuvent penser...?

Et les exemples de pulluler car maintenant on va utiliser la peur pour développer des comportements dits «adéquats». Je précise à ces gens qui, j'espère, lisent et comprennent le français, que c'est dans les pays les plus pileux et les plus burkatisés qu'on vend le plus de dessous féminins et qu'on boit le whisky le plus vieux! J'espère que ces gens-là vont, comme le whisky, se bonifier avec l'âge

ibtissem (5 décembre 2011)

14.75

YOUR FUTURE

DREAMS

IDEAS

IDEAS

PROJECTS

DREAMS

DREAMS

DREAMS

PROJECTS





Terres rares :

Des métaux stratégiques au cœur des enjeux géopolitiques et technologiques

Les terres rares, malgré leur nom trompeur, ne sont pas si rares. Il s'agit d'un groupe de 17 éléments chimiques, dont le néodyme, le praséodyme ou encore le dysprosium, présents en faible concentration dans l'écorce terrestre mais essentiels dans de nombreuses technologies de pointe. On les retrouve dans les aimants des éoliennes, les moteurs électriques, les batteries de véhicules hybrides, les écrans plats, les smartphones et même dans certaines armes sophistiquées.

Ces éléments sont devenus des matériaux critiques, car leur demande ne cesse de croître dans un monde en transition vers des technologies plus vertes et numériques. Or, leur extraction et leur transformation sont complexes, coûteuses et souvent polluantes. En conséquence, très peu de pays en

assurent la production à grande échelle. La Chine, en particulier, contrôle aujourd'hui plus de 60 % de l'extraction mondiale et près de 90 % du raffinage, ce qui lui confère une influence stratégique majeure.

Cette dépendance suscite des inquiétudes croissantes dans les pays industrialisés, notamment en Europe et en Amérique du Nord, qui cherchent à diversifier leurs sources d'approvisionnement. Des projets d'exploration et de recyclage voient ainsi le jour en Australie, au Canada, ou encore en Suède, qui a récemment annoncé la découverte d'un gisement prometteur. L'Union européenne a également inscrit les terres rares sur la liste des matières premières critiques, dans le cadre de sa stratégie de souveraineté industrielle.

Mais ces efforts sont confrontés à des défis environnementaux et géopolitiques. L'exploitation des terres rares génère des résidus toxiques et radioactifs qui posent problème, notamment dans les pays en développement. Par ailleurs, leur production est soumise à des tensions commerciales et diplomatiques, comme l'ont montré les menaces de restrictions d'exportation brandies par Pékin lors de conflits économiques.

Face à ces enjeux, la course aux terres rares devient un révélateur des fractures du monde contemporain : rivalités technologiques, enjeux de souveraineté, transition énergétique... autant de défis qui se concentrent dans une poignée de métaux invisibles mais indispensables.



التجاري بنك
Attijari bank

Croire en vous

إننت أقوى

La force d'une entreprise en pleine croissance réside dans ses partenaires de confiance

Attijari bank est votre soutien inconditionnel à chaque étape de votre voyage entrepreneurial.

À Attijari bank, nous comprenons les défis auxquels toutes les petites et moyennes entreprises sont confrontées. C'est pourquoi nous nous engageons à être là pour vous avec des solutions adaptées et un accompagnement personnalisé. Nous vous offrons des formations gratuites, un réseau solide pour le networking, et surtout, une épaule sur laquelle vous pouvez compter.

www.attijaribank.com.tn